

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 24 JANVIER
n° 357 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

* *

Carter président

LES DIFFICULTÉS DE
LA SUPER-PUISSANCE US

de la «détente»
à l'inquiétude

Lire en p. 12 notre enquête

LA RÉFORME DU STATUT DE PARIS

Un boomerang qui se retourne contre Giscard

Chaque jour, de nouveaux candidats à la mairie de Paris entrent en lice, la journée de samedi en apporte son lot : confirmation de la candidature de Sarre par le comité directeur du Parti Socialiste, annonce de la candidature du fasciste Le Pen au nom du Front National, et dimanche, Jobert laissait entendre que lui aussi pourrait bien s'aligner. Quant à la «majorité», elle est toujours aussi secouée par le choc de la candidature surprise de Chirac. Celui-ci a confirmé sa candidature et déclaré que l'enjeu n'était pas parisien, mais national. Ce spectacle de foire d'empoigne est hautement significatif de la fragilité du réformisme giscardien. Il y a guère plus d'un an, Giscard faisait voter la réforme du statut de Paris, réforme présentée comme un aspect majeur de sa politique réformatrice et libérale. Tel un boomerang, cette réforme s'est retournée contre Giscard, et comme d'autres «grands projets» (taxation des plus-values), sombre dans la confusion d'une coalition minée par la crise.

A l'image de la réforme du statut de Paris, le «libéralisme avancé» qui devait instaurer une ère nouvelle dans les rapports sociaux en France a fait fiasco, au point que le mot de «réforme» semble aujourd'hui rayer du vocabulaire giscardien.

voir p. 3

VOYAGE EN ARABIE SÉOUDITE

PERSPECTIVES REDUITES POUR GISCARD

Giscard était reçu hier par le roi d'Arabie Séoudite, dans le cadre de son voyage. L'aspect politique des discussions portait notamment sur le «dialogue Nord-Sud».

En 1973, l'impérialisme français a inauguré les «nouveaux rapports» qu'il entendait développer avec le Tiers Monde par le voyage en Arabie Séoudite de Jobert, alors ministre des Affaires Etrangères cette nouvelle politique devait jeter les bases du «dialogue» proposé par la conférence Nord-Sud. Aujourd'hui, la conférence a échoué, les «nouveaux rapports» de l'impérialisme français ont été peu fructueux, la marge de manœuvre de l'impérialisme français réduite d'autant. Dans ces conditions, il est peu vraisemblable que les discussions d'Arabie Séoudite redonne à l'impérialisme français des possibilités qu'il a perdues comme intermédiaire entre le second monde et le Tiers Monde. Il apparaît plutôt comme l'intermédiaire entre l'impérialisme occidental regroupé autour des USA et le Tiers Monde.



Voir p.2 et p.8

L'AUGMENTATION DU PÉTROLE SOVIÉTIQUE

AGGRAVATION DU PILLAGE DE L'EUROPE DE L'EST

L'URSS a décidé d'augmenter les prix de son pétrole de 29 %. Cette mesure frappe directement les pays d'Europe de l'Est, dont la dépendance à l'égard du pétrole soviétique est quasiment totale. Cette mesure aggrave le pillage des pays d'Europe de l'Est dont une part de plus en plus grande de la production est orientée vers la production destinée à l'URSS. Tandis que le prix du pétrole augmente, les prix des biens livrés à l'URSS n'augmentent pas.

- Notre série : le plan Barre et la crise p. 3
- La gauche divisée par la division de la droite p. 4
- Renault - Billancourt : les OS des chaînes en lutte contre les cadences p. 5
- Les Griffet luttent pour l'embauche de tous les travailleurs, pas pour servir de tremplin électoral p. 5
- Affaire de Broglie. Qui a attaqué Bernard André ? p. 6
- Edmond Siméoni accueilli à Bastia par 7000 personnes p. 6

- Mahmoud Saleh inhumé au cimetière des héros de la Résistance Palestinienne p. 7
- Bloc-notes juridique. Expulsions et assignation à résidence p. 11

PÉNURIE DE PERSONNEL SANS PRÉCÉDENT DANS LES HÔPITAUX

«Des malades vont mourir
en raison du manque
de personnel»



ESPAGNE

RÉVOLTE A LA PRISON DE CARABANCHEL

- 30 PRISONNIERS SUR LES TOITS.
- MANIFESTATION DE SOUTIEN DEVANT LA PRISON, 1 MORT.
- TOUT LE QUARTIER EN CERCLÉ PAR LA POLICE

Une manifestation a eu lieu hier autour de la prison de Carabanchel, pour l'amnistie générale des prisonniers politiques. Les manifestants ont rejoint les parents des prisonniers qui sont depuis le matin devant la prison et qui demandent le droit de visite, alors qu'une centaine de prisonniers ont commencé une grève de la faim. La police de Juan Carlos a tiré sur les manifestants, et a assassiné l'un d'entre eux. Cette manifestation est un pas en avant dans la lutte contre le régime espagnol. C'est toute l'Espagne qui rejoint la lutte du peuple basque pour l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques.

voir p. 7

INTERNATIONAL

L'ARABIE SAOUDITE

- Une puissance pétrolière et financière
- Un pays du Tiers-Monde

Par Yomna EL KHALIL

L'Arabie Saoudite, qui est le premier fournisseur de pétrole de la France, continue d'entretenir des liens privilégiés avec l'impérialisme américain, tout en diversifiant largement ses relations économiques avec les autres impérialismes. On connaît la nature réactionnaire du régime de ce pays, notamment à travers les positions hostiles qu'il a prises à l'encontre de la Révolution Palestinienne, à l'encontre de tout ce qu'elle représente de progressiste au sein du monde arabe, ou à travers l'oppression de son propre peuple qu'il a cherché à maintenir dans l'obscurantisme et réprimé avec violence à chacune de ses manifestations pour une indépendance totale.

1933, LES PÉTROLIERS US ARRIVENT

Alors que les Anglais ont réussi à s'implanter dans les pays du Golfe, l'Arabie Saoudite est restée relativement indépendante au début du siècle. La première pénétration étrangère de grande importance est la concession faite à une compagnie américaine, le Standard Oil of California en 1933, pour forer et prospecter une zone jusqu'en 47. Elle a le droit d'extraire, de raffiner et d'exporter le pétrole, de construire, d'acquérir les terrains nécessaires. En

échange, la compagnie verse à l'Arabie Saoudite des gallons de pétrole et de gaz et des dollars. En 1947, la compagnie s'associe avec trois autres compagnies américaines pour former l'Aramco.

Pour assurer leur exploitation des ressources pétrolières, les compagnies américaines, dès le début des années 40, demandent à leur gouvernement d'installer une base militaire à Dahrân, région où elles sont installées. En 1943, les tractations pour cette base

Mais, sous la pression du mouvement populaire et du développement de la force du Tiers-Monde, les classes dirigeantes de l'Arabie Saoudite ont dû prendre certaines mesures de récupération des richesses naturelles du pays, détenues par les capitalistes étrangers, et entrepris de contribuer au financement de fonds de développement, mis sur pied par les pays du Tiers-Monde. La puissance financière que ces classes exploiteuses ont acquise, peut être utilisée par elles pour disposer d'une plus grande marge de manœuvre à l'égard des puissances impérialistes.

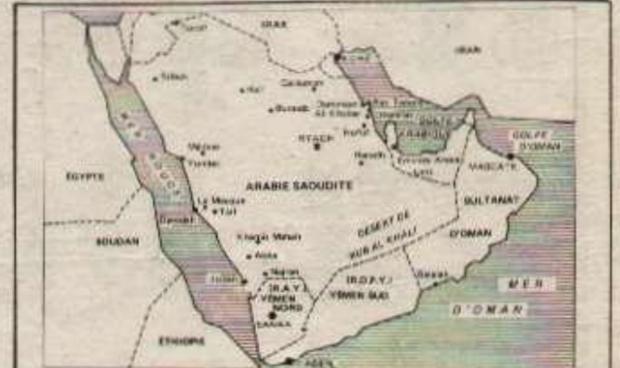
aérienne commencent entre la famille royale et les Etats-Unis. Au même moment, la Standard Oil of California commence ses travaux pour son installa-

tion : la base militaire est installée en 1946. Mais les rapports diplomatiques entre le royaume et les USA ne seront établis qu'en 1949.

LA LUTTE POUR LE CONTRÔLE DE L'ARAMCO

Dans les années 50, l'Arabie Saoudite, malgré son régime réactionnaire et les liens qu'il entretient avec l'impérialisme, participe du mouvement du Tiers-Monde qui se constitue, en engageant la lutte pour une participation de plus en plus grande aux bénéfices de l'ARAMCO. En 1953, l'Arabie

Saoudite demande la moitié des bénéfices sur le transport. La compagnie américaine refuse. C'est seulement en 63 que ce partage sera réalisé. Dans les années 70, l'Arabie Saoudite va chercher à prendre peu à peu le contrôle total de la compagnie. Ce sera chose faite le 12 mars 76.



L'Arabie Saoudite est un vaste pays de plus de 2 millions de km². (Quatre fois la France). Cela représente les 4/5 de la péninsule arabique. La population est de sept à neuf millions d'habitants. Le pays est relativement développé dans trois régions : la région orientale, riche de pétrole et d'industries pétrolières, la région ouest, avec les principales villes, très peuplées et dont l'activité est axée sur le commerce et les petites industries. La région du centre où se trouve la capitale, Ryad qui est le centre gouvernemental.

L'agriculture est concentrée dans deux régions, l'Assir et le Quassim, au nord de Ryad, la pêche, sur les rives du Golfe.

L'ARAMCO produit actuellement 95 % du pétrole saoudien et le 1/4 de la production de l'OPEP. Deux autres compagnies américaines exploitent le pétrole de la «zone neutre», d'autres compagnies japonaises et européennes, sont présentes et partagent les bénéfices avec l'Arabie Saoudite.

La lutte pour le contrôle de l'ARAMCO fait partie de la lutte des pays du Tiers-Monde pour récupérer leurs richesses naturelles. Cela n'a été possible que grâce à l'établissement par les pays du Tiers-Monde, d'un rapport de forces de plus en plus en leur faveur, et à l'intérieur de l'Arabie Saoudite, par l'irruption du mouvement populaire dès les années 1950 (voir article).

En 1962, un office national, PETROMIN, est créé pour favoriser le développement de l'industrie pé-

trolière et minière. Actuellement, PETROMIN, détient des actions dans la plupart des grandes sociétés plantées en Arabie Saoudite, que ce soit pour les quelques concessions pétrolières restantes (40 % des actions à Petromin), pour le raffinage (entre 30 et 70 %), ou pour les autres industries minières (entre 50 et 65 %). Elle possède entièrement quelques sociétés, toutes liées à l'industrie pétrolière et minière. Petromin possède le monopole de vente des produits finis ou semi-finis dérivés du pétrole à l'intérieur du pays.

Dans les années 70, le gouvernement saoudien commence à formuler des plans pour développer l'économie du pays. Ces plans sont établis avec des organismes étrangers, principalement américains, dont le plus connu est le Stanford Institute of Research.

DES PLANS DE DÉVELOPPEMENT... AVEC L'ARGENT ÉTRANGER

Dans ces plans de développement, l'effort est porté sur le secteur industriel privé, saoudien et étranger. Toute l'activité industrielle qui n'est pas du domaine du pétrole ou des minerais est entre les mains du secteur privé. Ce sont surtout les sociétés étrangères qui investissent dans ce secteur. Les conditions pour leur implantation sont très faciles. Les capitaux étrangers peuvent atteindre 75 % dans une société. Parmi les pays dont les sociétés se sont établies en Arabie Saoudite, au premier plan, viennent les Etats-Unis, puis le Japon, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie et la France. Pour le projet du complexe de Jubail prévu par le 2^e plan (75-80), dans la région-est, pour le raffinage, la pétrochimie et la sidérurgie, les sociétés qui investissent sont américaines, anglaises et japonaises.

Les facilités laissées aux

sociétés étrangères et la faible industrialisation du pays sont en contradiction avec les possibilités financières de l'Arabie Saoudite. Si nous comparons ce pays avec l'Iran, nous remarquons que l'Iran développe une forte industrie, pouvant être plus tard une base, pour l'indépendance nationale.

L'Arabie Saoudite ne suit pas cette voie empruntée par l'Iran. Son régime utilise largement sa puissance financière pour acquérir des positions dans des sociétés de pays capitalistes, ou financer des fonds d'investissements du Tiers-Monde. Quand à l'arrivée massive de la technologie, et des capitaux des pays capitalistes occidentaux, tout en étant une source de dépendance, elle peut être utilisée par les classes exploiteuses d'Arabie Saoudite, pour la constitution d'une industrie propre à ce pays.

Les ouvriers des compagnies, fer de lance de la lutte pour une péninsule arabe et indépendante

Les crédits budgétaires des plans de développement montrent la place restreinte qui est réservée en fait au développement de l'économie du pays. Alors que les crédits pour l'administration, pour la défense s'élevaient à plus de 18 % pour le premier plan, l'industrie reçoit seulement 2,7 % et l'agriculture 3,6 %.

Le gouvernement fait de grands projets, comme celui d'une firme pilote à Harad, ou alors, il promulgue des décrets sur la distribution des terres non exploitées (en 1968). Mais, les nomades qui décident de s'installer dans une terre pour la cultiver ne sont pas aidés. Le manque d'eau les décourage, et ils doivent s'en aller ailleurs. La distribution des terres est pratiquement arrêtée, les nomades n'en ont pas profité, mais de gros propriétaires fonciers ont profité de cette opération.

Les ouvriers du pays vivent dans la misère. Ils reçoivent des salaires de 250 à 400 rials (environ 500 à 800 francs) par mois, alors que les cadres, les hauts fonctionnaires, les techniciens étrangers, touchent entre 8 000 et 15 000 rials.

De plus en plus, les Saoudiens émigrent vers les banlieues des grandes villes à la recherche d'un travail dans les nouvelles industries. Ils s'installent dans des baraquements, par exemple autour de Ryad et de Jeddah. Le gouvernement, dont la politique favorise



l'exode rural, a voulu construire des logements dans ces banlieues. Ces logements neufs ont finalement été accaparés par les spéculateurs, saoudiens ou étrangers.

Les revenus du pétrole ont favorisé la création d'une bourgeoisie, financière et commerciale. Celle-ci, qui entretient d'importants liens avec l'étranger, préfère investir dans des pays étrangers plutôt que dans son pays. Une lutte s'est engagée entre cette bourgeoisie et les «traditionnels», qui voient dans le développement actuel la perte de leur influence tribale et religieuse. Alors que les principaux postes du gouvernement re-

venaient avant tout aux «traditionnels», la nouvelle bourgeoisie a réussi à prendre des postes importants liés à son activité. Yamani, ministre du pétrole, fait partie de cette classe.

En Arabie Saoudite, tout parti politique, tout syndicat sont interdits, au nom de l'islam, utilisé comme prétexte.

Cela n'a pas empêché d'importants soulèvements. La première révolte populaire a eu lieu en 56, contre la base américaine militaire de Dahrân. Les ouvriers des compagnies américaines ont demandé le départ de tous les Américains. Les dirigeants ouvriers ont été arrê-

tés par les autorités. Quelques mois après, lors de la visite du roi Saoud au siège de l'Aramco, les manifestations ouvrières ont repris.

Le roi Saoud s'est appuyé sur le mécontentement populaire pour exiger la formation d'officiers saoudiens dans la base, en vue de former une armée nationale. Les Américains ont dû accepter.

Ces soulèvements ont correspondu aux soulèvements populaires dans tout le monde arabe, à la suite de la décision de Nasser de nationaliser le canal de Suez, décision qui ouvrait une grande brèche dans la domination impérialiste sur les pays du Tiers-Monde.

Devant la répression qui a suivi les soulèvements, le peuple saoudien a commencé à s'organiser dans la clandestinité.

Ces organisations ont continué leur travail jusqu'en 69, où de nouveaux soulèvements ont eu lieu contre la politique américaine du régime. Ces révoltes ont été réprimées, et les dirigeants de ces soulèvements sont toujours en prison, à Ryad et à Al-Hasa. En avril 75, l'amnistie a été accordée à 62 prisonniers, surtout des officiers de l'armée de l'air, qui étaient condamnés de 6 à 30 ans de prison.

Le peuple de la péninsule exige une réelle indépendance et lutte, malgré toute la répression, pour la libération de la région.

FOIRE D'EMPOIGNE AUTOUR DE LA MAIRIE DE PARIS

LA RÉFORME DU STATUT DE PARIS

UN BOOMERANG QUI SE RETOURNE CONTRE GISCARD

La question de la réforme du statut de Paris était déjà en gestation sous la présidence de Pompidou, fin 1973, Messmer avait chargé Taittinger, député de Paris R.I., d'étudier les réformes à apporter aux structures de la région parisienne. Depuis 1357, Paris n'a jamais eu de maire, ni un statut comparable aux autres villes, excepté une courte période entre 1789 et 1800. Etant la capitale de la France, siège du pouvoir central et des principaux rouages de l'appareil d'État, Paris a toujours été placé sous la tutelle directe du pouvoir central.

Si Giscard et les R.I. reprennent à leur compte la réforme du statut de Paris, dotant la capitale d'un maire élu, il faut en chercher les raisons dans la transformations de la capitale qui rend possible la réforme, et dans les bénéfices politiques que les R.I. pensaient en retirer.

LA GRANDE PEUR DE LA CLASSE DOMINANTE

Jusqu'au début des années 1960, Paris avait été une ville essentiellement populaire, y compris certains arrondissements du centre, le peuple de Paris a montré à maintes reprises au cours de l'histoire son héroïsme révolutionnaire, toutes les grandes insurrections populaires sont parties de Paris, surtout à partir de 1789. Cette juxtaposition d'une population d'ouvriers, de petits artisans aux traditions révolutionnaires et des organes du pouvoir central était particulièrement périlleuse pour la bourgeoisie qui devait tenir cette ville en tutelle avec un préfet de Paris et un préfet de police notamment. Or, à partir de 1960, Paris s'est en grande partie vidée de sa population ouvrière, ce qui se traduit entre autres par une progression des élus de droite dans les récents scrutins. Désormais, la bourgeoisie estime que le danger d'insurrection populaire est écarté dans la capitale. Il y a donc moins de risque à ce que Paris ait un statut semblable aux autres communes, toutefois, il y aura toujours un préfet de police.

LA FIN DU RÊVE GAULLISTE

D'autre part, la conception même du rôle et de l'aménagement de Paris s'est modifiée. De Gaulle voulait en faire une capitale internationale, une grande place financière, avec des constructions et des monuments gigantesques affirmant dans le béton son rêve de grandeur, au centre d'un district parisien immense. Ces projets ont échoué, le pouvoir giscardien a opté pour un autre mode d'aménagement du territoire. Les tours seront moins nom-

breuses et moins hautes, le district parisien moins concentré, l'accent est mis dans les discours sur la «qualité de la vie» et le rééquilibrage Paris-Provence. Le rétrécissement de l'ancien projet gaulliste sur Paris, permet d'installer un maire à l'hôtel de ville.

Enfin, les R.I. et Giscard espéraient bien tirer un bénéfice politique de leur réforme. Proposer cette réforme, c'était se donner un visage libéral, électoralement et politiquement payant, et c'était surtout contester la suprématie de l'UDR sur la

capitale, à une époque où le projet giscardien était de lamener l'UDR.

ENJEU DES RIVALITÉS UDR-RI

Mais ces velléités n'ont pas été sans provoquer des remous au sein des élus de la «majorité». L'UDR ne s'est pas opposé à la réforme des statuts de la capitale, mais a essayé d'en confisquer les bénéfices à son seul profit. Déjà, en juin 1975, au moment du renouvellement de la présidence

du conseil de Paris, un arbitrage avait été rendu sous la direction de Chirac accordant la présidence à un républicain indépendant, arbitrage remis en cause par le groupe UDR qui étant le plus nombreux, élit Bernard Lafay, UDR.

Aujourd'hui, le RPR tente de tirer profit, fort de son implantation électorale du nouveau statut. La mairie de Paris est pour Chirac, le meilleur podium pour consolider sa position politique et affaiblir celle de Giscard.

S. LIVET



1914 : le peuple de Paris aux barricades

Chirac sur Giscard : «UN PRÉSIDENT QUE J'AI SOUTENU AUSSI LONGTEMPS QUE JE L'AI PU»

«J'observe un déferlement de réactions émanant essentiellement des milieux Républicains Indépendants», a commencé par déclarer Chirac au Club de la presse, à propos de sa candidature à la mairie de Paris. Et de poursuivre : «S'ils sont aussi respectueux qu'ils le disent de nos institutions, qu'ils cessent de pousser en avant à tout propos le président de la République».

D'emblée, le ton était donné : après l'offensive que constituait par elle-même sa candidature, l'ancien premier ministre a prétendu respecter Giscard, en insistant sur son rôle «au dessus d'une mêlée municipale». Mais, malgré l'affirmation : «Je ne lance aucun défi», les pointes se sont indirectement multipliées tout au long de l'émission. Giscard a été qualifié de «président que j'ai soutenu et servi aussi longtemps que je l'ai pu», ce qui implique que ce soutien est terminé.

Reprenant le thème de «l'orchestration», il lui a attribué «une source quasi unique». Dire franchement : «unique», aurait été désigner trop clairement l'Élysée. Evoquant «l'intelligence tactique» de Mitterrand, Chirac a regretté que «parfois, la même qualité ne caractérise pas certains leaders de la majorité» : après les bévues commises par Giscard, notamment pour la désignation de d'Ornano, la flèche ne pouvait atteindre que cette cible.

A propos du plan Barre, tout en disant : «J'ai toujours soutenu ce plan», Chirac a enfin clairement fait comprendre qu'il ne croit pas à sa réussite : à l'automne dernier, il accordait, a-t-il dit, une grande importance à une donnée : «l'attentisme fonction de l'inquiétude politique», qui rendait indispensable, pour réussir «le redressement», de «lever l'hypothèque» : sans législatives anticipées, le plan Barre ne vaut rien.

Dernière attaque, parfaitement directe, contre Giscard : dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche aux législatives, «il me paraît tout à fait exclu que son rôle puisse se poursuivre, en tous les cas de la façon dont il a été chargé de l'assumer par la majorité des Français». C'est-à-dire qu'en gouvernant avec Mitterrand, Giscard perdait cette fameuse «légitimité» que Chirac a rappelé par ailleurs tout au long de cette émission. Or Giscard, en rappelant qu'il irait au bout de son mandat, ouvrait nécessairement cette possibilité.

Pour conclure, Chirac a refusé de se prononcer sur une éventuelle candidature de sa part aux prochaines élections présidentielles. Ne venait-il pas de prétendre : «Je ne cherche pas à faire une carrière». Et d'ajouter, avec une vanité bien perceptible : «elle est déjà faite, quel que soit mon âge». En raison de quoi, il la continue comme on le voit.

LE PLAN BARRE ET LA CRISE



La situation économique

(Fin)

Après avoir examiné la situation économique, peu brillante, nous avons présenté les réformes de structures projetées par le gouvernement et hier nous avons étudié ce que signifiait «l'assainissement» de l'économie dans la perspective des restructurations. Nous poursuivons aujourd'hui cette étude avant d'entamer demain l'analyse des «impasses» du plan Barre.

Une condition essentielle de la restructuration : mater la classe ouvrière

La restructuration signifie pour les travailleurs : perdre son emploi, devoir changer de métier, de région, perdre tous les acquis des luttes antérieures... La bourgeoisie sait qu'elle a à affronter la résistance de la classe ouvrière.

Sur le plan idéologique, elle tente de préparer les travailleurs aux «nécessaires mutations» de l'économie française, nécessaires pour la survie de l'impérialisme français. La lutte contre l'inflation, la réduction des inégalités, le «changement» et les réformes sont aujourd'hui la matière quotidienne de cette préparation de l'opinion.

Mais les discours ne peuvent suffire. Pour tenter de désarmer la volonté de lutte de la classe ouvrière, la bourgeoisie va, dans les mois à venir, appuyer ses discours sur la mobilité par des mesures d'aide aux travailleurs touchés par les restructurations : primes de conversion, prime de déménagements. Elle va tout faire pour associer les syndicats à l'adoption de ces mesures bidons qui visent en fait «à faire passer la pilule», à diviser les travailleurs.

Pour aboutir dans ses projets, la bourgeoisie doit également réussir dans ses tentatives de bloquer les salaires. Car de cette réussite dépend l'augmentation des profits capitalistes donc la capacité de financer les grandes manœuvres du capital. La politique de blocage des salaires, menée au nom de la lutte contre l'inflation, revient donc à faire payer aux travailleurs le renforcement de leur exploitation.

On comprend alors le choix qu'a effectué Barre en désignant l'inflation comme le danger numéro 1 alors que pour les travailleurs les principaux fléaux sont le chômage et la baisse du salaire réel. Sous peine d'être chaque jour démenti par les faits, Barre ne peut qu'être très discret sur le chômage puisque les conséquences essentielles de la politique d'assainissement, restructuration est justement de développer le chômage. Tout au plus peut-il promettre qu'au bout du chemin, dans deux ans, dans cinq ans..., le redressement de l'économie française créera de nouveaux emplois.

Le redressement : un mirage

La stratégie de la bourgeoisie axée sur l'assainissement et la restructuration se donne pour objectif final le redressement, c'est-à-dire le retour à une situation d'expansion des affaires, les représentants les plus éclairés de la bourgeoisie reconnaissent que rien ne sera plus comme avant. Ils savent que les nouveaux supports économiques, notamment avec les pays du Tiers Monde sont irréversibles. Pour l'impérialisme français, cela se traduit par l'abandon des prétentions gaullistes d'autonomie relative par rapport aux USA.

Mais non seulement le «redressement» ne ramènera pas la situation qui existait avant la crise, mais encore, personne ne peut aujourd'hui prédire quand il aura lieu. Sûrement pas en 77. Car, selon les prévisions de l'OCDE, la croissance en France ne devrait pas dépasser 3 % en 77, soit 1 % de moins que l'année dernière. Et encore ces prévisions misent sur le rétablissement d'une bonne conjoncture aux USA et en RFA. Et au delà de 1977, personne ne se risque à des pronostics. Car moins que jamais les pays impérialistes ne sont seuls maîtres du jeu. Si Barre agit volontiers la perspective d'un redressement qui n'est aujourd'hui qu'un mirage, c'est pour exhorter les travailleurs à supporter leur misère d'aujourd'hui pour bénéficier plus tard de jours meilleurs. Une chanson que les curés chantent depuis toujours sur tous les tons...

(à suivre)

Michel FLORAC

POLITIQUE

LA GAUCHE DIVISÉE
PAR LA DIVISION DE LA DROITE

A l'issue du dernier comité directeur du PS, Mauroy a fait le point sur la préparation des élections municipales à gauche. 165 accords sur 221 villes de plus de 30 000 habitants : le bras droit de Mitterrand, soulignant ce chiffre de 75 %, s'est montré optimiste quant à l'unité en voie de réalisation avec le PCF. Et de donner d'autres chiffres : selon lui, douze villes seulement ne verront pas d'accords. La direction socialiste a décidé, en particulier, de faire pression sur ses fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, où les élections donnent traditionnellement lieu à des duels contre le PCF, pour que des listes d'union y soient mises sur pied.

UNE NÉGOCIATION
BIEN LABORIEUSE

Mauroy a particulièrement fait remarquer que l'accord était réalisé pour la première fois dans 33 villes de plus de 30.000 habitants, que cela allait déjà permettre au PCF d'entrer dans dix municipalités où, jusqu'ici, le PS gouvernait sans lui. Ce qui,

somme toute, est plutôt maigre. Car il ne suffit pas à la direction socialiste d'affirmer que les 25 % de villes restantes verront les problèmes de la gauche résolus, à quelques exceptions près. Encore faudrait-il que ces accords se dessinent effectivement. Or, la direction du PS a, par la même occasion, confirmé la candidature à Paris de Georges Sarre, point contesté par le PCF.

Vendredi soir, à Villeurbanne, Marchais avait, lui, fait état des importantes difficultés qui subsistent : « Il faut que les partis de gauche renforcent clairement leur union dans les faits, dans la pratique ». Et, à propos de cette ville, où le PS présente Hernu : « Seule une liste d'union conduite par René Desgrand (PCF) peut battre la droite à Villeurbanne. Il n'y a aucune, absolument aucune autre possibilité. Tout autre choix (...) conduira inévitablement à l'échec ». Autrement dit, le PCF ne soutiendra en aucun cas une liste dirigée par le PS au second tour : c'est du moins la menace qui est agitée.

Tandis que l'ex-«majorité» donne le spectacle d'une irrémédiable division, avec la candidature de Chirac à la mairie de Paris, en face, le parti socialiste s'attache à préserver l'image d'une gauche unie et sereine. Son dernier comité directeur, tenu ce week-end à Paris, allait publiquement dans ce sens. Pourtant, le rythme de division de la droite détermine largement l'accélération des contradictions au sein des partis du programme commun.

PCF : LA FICTION
DE LA DROITE UNIE

En réalité, c'est bien au-delà de ces élections de mars que portent les difficultés actuelles entre socialistes et révisionnistes. Leurs réactions respectives à la candidature Chirac l'ont manifesté avec un nouvel éclat. D'un côté, Defferre proclame ouvertement que Giscard doit choisir de gouverner avec Mitterrand. De l'autre, Marchais a encore entretenu, vendredi, à Saint-Etienne, la fiction d'une entente Giscard-Chirac : « Je cite encore Giscard d'Estaing : « Si la majorité est uniforme, elle se condamne à l'échec... la majorité doit être pluraliste si elle veut gagner les élections de 78 ». Autrement dit, si la majorité se présente à visage décou-

vert, elle sera battue. Elle doit donc se diviser sur le devant de la scène pour tenter d'abuser une nouvelle fois les Français. Deux jours après ces indications claires du président de la République, M. Chirac est passé tout simplement aux travaux pratiques ».

UNE RÉALITÉ POLITIQUE
GÊNANTE POUR
MARCHAIS

Certes, le PCF joue, en l'affaire, sur un sentiment de classe très simple et très juste : l'idée que les différents hommes de la droite appartiennent à la même classe. Mais c'est en vue de masquer une réalité politique très gênante pour lui : la division de la droite porte en effet sur la tentative giscardienne de préserver dans

tous les cas une possibilité d'alliance avec le parti de Mitterrand. Lequel, de son côté, tout en maintenant l'union de la gauche, garde aussi deux fers au feu. Marchais, qui a tout misé depuis quatre ans sur la tactique d'union avec le PS, ne tient pas à publier largement le grave risque d'échec que celle-ci est en train de connaître. Jusqu'au dernier moment, il entend préserver les chances de réussite, aussi maigres soient-elles, tout faire pour rendre les socialistes les plus prisonniers possibles des accords signés avec le PCF.

TÔT OU TARD,
LES MASQUES
VONT TOMBER

Mais, d'ores et déjà, la question peut de moins en moins être esquivée : « Alors, et l'union, comment ça va ? » lui a demandé, très directement, un travailleur des ARCT de Roanne. Aussi, à Saint-Etienne, pour la première fois, il a dû commencer à reconnaître : « Giscard d'Estaing (...) tente de se placer dans une position où il pourrait, quoi

qu'il arrive, prendre appui sur une construction politique susceptible d'assurer la poursuite des objectifs du grand capital ». Mitterrand, justement, venait d'indiquer que le PS est « la clé de voûte de toute construction politique ». La similitude des termes n'est pas due au hasard.

En effet, le CERES, tendance la plus attachée à l'union de la gauche dans le PS, écrivait dans le dernier numéro de sa revue, « Repères » : « Sans doute ceux qui nourrissent l'espoir que l'union de la gauche se rompe à l'approche du succès l'ont abandonné, mais le moins qu'on puisse dire est que l'approche du succès ne la resserre pas. Qu'en sera-t-il du succès lui-même ? »

Au moment où l'union risque de voler en éclats « au lendemain » d'une éventuelle victoire électorale, le PCF ne peut plus entièrement taire cette hypothèse. Les allusions d'aujourd'hui préparent les polémiques de demain.

Jean LERMET

LUTTES OUVRIÈRES

Renault-Billancourt :
les OS des chaînes
en lutte contre
les cadences

Sur les chaînes de montage des R4 et R6 de Billancourt, cinq cents travailleurs, dont une majorité d'O.S., sont en grève depuis jeudi dernier.

C'est l'augmentation de la charge individuelle de travail des ouvriers qui a déclenché cette grève. Sur les chaînes de montage, les cadences sont devenues insupportables.

Fidèle à une attitude déjà ancienne, la direction, au lieu de satisfaire les revendications des travailleurs, a annoncé le lock-out de neuf cents travailleurs. C'est la tactique qui vise à dresser les travailleurs qui se retrouvent au chômage contre les grévistes. C'est également une arme dangereuse pour les patrons car très souvent, les ouvriers solidaires se mettent à leur tour en grève. C'est déjà arrivé à Billancourt. Dans les jours qui viennent, plusieurs autres secteurs pourraient également faire l'objet de mesure de chômage. Nous serons donc très attentifs à l'évolution des choses.

Communiqué de la section CFDT de Findling (Région Parisienne).

NOUS VOULONS DES GARANTIES
POUR L'EMPLOI ET LES SALAIRES

La SEF Findling c'est une entreprise d'électricité du bâtiment avec 400 travailleurs sur des chantiers dans la région parisienne et un atelier de préfabrication à Caen, le siège étant à Nanterre avenue Lénine.

Depuis 1 an les conditions de travail se

Cette décision fait l'indignation des travailleurs car non seulement les revendications proposées par la section CFDT (revalorisation des salaires, 13^e mois dès la première année) et reprises par l'ensemble du personnel sont refusées mais de plus 103 travailleurs perdent leur emploi !

A l'intransigeance de la direction les travailleurs répondent en déposant un

préavis de grève de 48 heures pour les 5 et 6 janvier, grève décidée en Assemblée générale à l'unanimité. Les 5 et 6 janvier le siège social est occupé, un comité de grève est organisé pour se charger de la popularisation et de l'information auprès des chantiers. Les ouvriers se joignent au mouvement à 75 % et établissant leurs propres revendications.

dégradent, le patron ne pouvant plus faire face aux problèmes d'organisation d'une entreprise importante et souhaitant la réduire à une entreprise familiale, décide de licencier une centaine de travailleurs (ouvriers, ETAM, cadres) sans donner pour autant de garanties de salaires et de promotion aux autres.

On peut voir aux portes de l'entreprise les mots d'ordre :

- Non aux licenciements, réintégration immédiate des camarades licenciés.
- Nous voulons des garanties pour l'emploi et les salaires.

M. Findling ne veut pas perdre la face, il viendra au siège le 6 pour lancer un

appel au retour à la normale. La réponse des travailleurs c'est : « la normale c'est quoi, sans garantie d'emploi et de salaire » ; L'assemblée des travailleurs décide la grève illimitée.

En fin de semaine dernière, le patron fait savoir qu'il rencontrera les délégués du personnel lundi 17 en présence de l'inspection du travail. Cette manœuvre tend à saper la mobilisation et à empêcher l'extension du mouvement.

Le lundi 17, Findling confirme qu'il ne fera aucune concession ; au cours de l'assemblée générale tenue le 18, comme chaque jour, les grévistes votent la continuation de la grève avec occupation à une très large majorité.

Jusqu'où ira Findling et ses experts bourgeois dans leur acharnement à sauvegarder les intérêts de leur classe ? Quoi qu'ils fassent les travailleurs sont décidés à lutter jusqu'au bout pour leur droit au travail aux conditions qui seront les leurs.

Le Bureau de la section Syndicale CFDT de Locatel

L'action de masse se développe pour faire céder la direction et d'obtenir satisfaction.

Le Bureau de la section Syndicale CFDT de Locatel

Section CFDT Findling

LOCATEL

UN COUP D'ACCÉLÉRATEUR
SUR LA PÉDALE DE LA RÉPRESSION

Depuis la création de la section syndicale CFDT (seul syndicat de lutte de classe dans l'entreprise) en 70, le patron de Locatel a tout fait pour tenter d'empêcher l'action syndicale : diverses entraves aux élections, tentative de licenciement du délégué syndical, attaque de l'entreprise occupée par un commando de « jeunes »...

Depuis quelques mois la direction concentre son at-

taque contre le libre exercice de leur mandat par les délégués.

Déjà en mars 76 une note de la direction tentait de limiter l'exercice du droit syndical : elle allait même jusqu'à interdire les distributions de tracts !... pourtant légales dans les entreprises depuis 68. Quant à l'exercice du mandat des délégués, cette note instituait un contrôle policier sur l'utilisation des heures de délé-

gation, allant jusqu'à demander l'ordre du jour d'une réunion à laquelle aurait assisté un délégué à l'extérieur de l'entreprise !!

Cette note établit aussi un contrôle « a priori » illégal sur l'utilisation des heures de délégation par les délégués.

Les délégués CFDT, afin de ne pas laisser entraver leur action syndicale, ont décidé de ne pas se soumettre à ces exigences de la direction et donc de refuser

de remplir ces nouveaux bons de délégation (tout en continuant à utiliser l'ancien système d'information aux chefs de service, qui n'avait posé aucun problème pendant 6 ans).

Après des menaces, la direction vient de passer aux actes, elle a refusé de payer les heures de délégation aux délégués en décembre 76 : Les retraits de salaires pour les 8 délégués font un total de 3675 F. (Sans doute cet-

te somme économisée par la direction, a-t-elle permis de rajouter quelques fours à la fête annuelle de la direction — que de nombreux travailleurs ont boycotté à l'appel de la CFDT début janvier ?).

LUTTES OUVRIÈRES

LES GRIFFETS LUTTENT POUR L'EMBAUCHE DE TOUS LES TRAVAILLEURS PAS POUR SERVIR DE TREMPLIN ELECTORAL

Pendant deux ans les Griffet ont fait connaître leur lutte en participant à toutes les manifestations, les coordinations, et en prenant des initiatives spectaculaires pour empêcher l'enterrement «du plus long conflit de France». A travers ces actions, les Griffet ont accumulé une connaissance très importante de tous les pièges que l'on peut tendre à des travailleurs en lutte : promesses d'embauche, sans lendemain, calomnies de toutes sortes sur les journées «Portes ouvertes», refus des UD de soutenir leurs initiatives en riposte à la répression, faux soutien des partis de «gauche» pendant les élections cantonales...etc...

Malgré tous ces obstacles ils ont imposé une première victoire : tenir les stages dans l'usine. Aujourd'hui une deuxième étape difficile est à surmonter : exiger qu'aucun travailleur ne fasse les frais du redémarrage de la Compagnie Industrielle des Engins Griffet (CIEG).

En prévision de la fin des stages, pour le 31 janvier, l'intersyndicale avait demandé une entrevue avec le Préfet depuis deux semaines pour exiger qu'aucun d'entre eux ne soit envoyé au chômage. Mais dès le lundi 17.10 une note du centre FPA les a informé que «les stages de formation (...) se termineront le 20 janvier 76. A l'issue de la formation les stagiaires percevront, en plus de leur salaire, les congés payés auxquels ils ont droit sous forme d'une indemnité égale à un douzième des sommes perçues». En clair, les 60 stagiaires et les 60 travailleurs ayant reçu «une promesse d'embauche» pour le 1^{er} février sont priés d'aller se faire inscrire au chômage en attendant d'être embauchés soit à la CIEG, soit dans une autre usine.

Tous sont allés demander des comptes à la Direction départementale de la Main-d'Ouvre qui a affirmé n'être «au courant de rien». «Nous avons rappelé, dit le délégué

CFDT, qu'il nous avait promis que les stages finiraient le 31 janvier, au cours de l'entrevue avec le Préfet le 24 août 76. Nous avons même retrouvé les notes de la secrétaire le confirmant».

LUTTER CONTRE LES TENTATIVES ENTRE STAGIAIRES ET FUTURS EMBAUCHÉS

Depuis le début des stages en juillet 76, Genoyer a manœuvré pour tenter de diviser les Griffet : 60 sur 120 ont reçu «une promesse d'embauche», et 25 membres du personnel ont été embauchés à l'extérieur dont des cadres et des directeurs. Le protocole d'accord ne comprenant que 85 travailleurs embauchés au 1^{er} février 77, Genoyer compte sur la peur de ne pas être «embauchés» définitivement, des 60 «promis» pour éviter toute action solidaire avec les 60 stagiaires envoyés au chômage.

Tous les Griffet sont très conscients de cette manœu-

vre de division : «Si nous luttons chacun de notre côté, non seulement nous serons réduits au chômage ou à accepter n'importe quoi, me dit un stagiaire, mais tous ceux qui ont une promesse d'embauche risquent aussi de suivre le même chemin. Qui peut nous affirmer que Genoyer veut réellement faire redémarrer l'usine ? Personne !»

REFUSER DE SERVIR DE TREMPLIN ELECTORAL

«On en parle tous entre nous, et il faut bien le dire : pour Genoyer nous sommes un atout publicitaire pour les municipales» explique l'un d'eux. «Alors après les municipales, s'il est élu ou pas avec Defferre, il peut bien tout laisser tomber».

«On le voit d'ailleurs depuis un moment, et ça explique-le dans votre jour-

nal, insiste un vieux travailleur, «vous avez vu ses grandes affiches vertes sur lesquelles il se vante de «créer des emplois pour la région», alors qu'il n'a rien créé du tout, au contraire il nous expédie au chômage !»

Tous savent qu'en 74 Genoyer avait créé le «mouvement libéral et social» en soutien à Giscard avant de passer avec Defferre. Un passé qui incite plutôt à la méfiance. Defferre soutenant Genoyer et le PCF mobilisant toute son énergie pour l'Union dès le 1^{er} tour avec Defferre qui n'en veut pas ; les Griffet ont compris que le PCF continuera à ne pas les soutenir pour «ne pas entrer en conflit avec Defferre» comme le précisait un responsable de la Marseillaise, journal régional du PCF aux parents d'élèves de la Savine exigeant la publication de leur article sur la lutte contre l'amiante.

«Sa place à la municipalité, il l'aura certainement. Mais nous on s'en fout» lance l'un d'eux approuvé

par d'autres. En effet après deux ans de lutte ils ont compris que leur situation de travailleurs pesait très peu dans les tractations des partis bourgeois de droite et de «gauche».

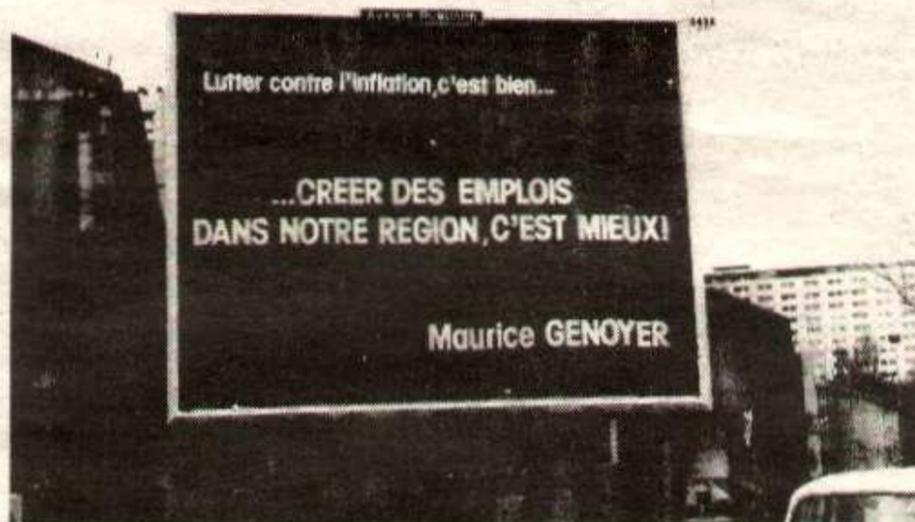
Aujourd'hui l'objectif est de lutter tous ensemble sur les mêmes revendications dans un même but : refuser qu'un seul d'entre eux soit sacrifié. Pour atteindre ce but, deux revendications immédiates sont exigées :

- Que la CIEG s'engage par écrit à embaucher définitivement les «Promis».

- Que les stages soient prolongés de cinq mois dans l'usine, comme cela est possible.

Sur cette base-là, il est possible de briser toute tentative de division, pour continuer la lutte dans la plus grande unité. «Pour nous, tient à préciser le délégué CFDT, il n'est pas question de laisser tomber les stagiaires».

Robert RIVIÈRE



Message de Genoyer à l'attention du personnel de la CIEG.

«Je vous adresse, ainsi qu'à vos familles, mes vœux les meilleurs pour 77. Je souhaite que cette année permette à la nouvelle entreprise de se développer régulièrement dans un climat de parfaite sérénité.

Je sais que dans ce but vous continuerez à lui apporter vos compétences, votre dynamisme et votre volonté de réussir.

Ainsi malgré une conjoncture particulièrement difficile, nous confirmerons notre première victoire que fut celle de la reprise des activités».

Le 4.01.77

On connaît la suite !

DEFFRENNE (ROUBAIX)

VICTOIRÉ CONTRE LES 35 LICENCIEMENTS DEMANDÉS PAR LA COGEFI

Après la reprise de deux usines Deffrenne par la COGEFI, tout le monde s'attendait à des licenciements. C'était chose faite lundi dernier : 35 ouvriers étaient mis au chômage, c'est le prix que la COGEFI veut faire payer aux travailleurs de Deffrenne en récompense du «sauvetage». En plus, tous les avantages acquis (salaires par exemple) sont annulés. La riposte ne s'est pas faite attendre. Dès lundi la grève est totale et les deux usines sont occupées. Devant cette mobilisation rapide et massive, la COGEFI a été contrainte de rencontrer les représentants des travailleurs mardi. La proposition de Laurent, le délégué de la COGEFI, à l'issue de cette réunion : «d'accord pour ne pas toucher aux avantages acquis à condition de main-

tenir les 35 licenciements. La COGEFI s'engagerait avec l'aide des pouvoirs publics à retrouver des reclassements équivalents à l'issue des 90 %».

L'ENJEU DE LA LUTTE

L'intransigeance de la COGEFI sur la question des 35 licenciements, c'est au niveau de chez Deffrenne, ce que Barré conseille à l'ensemble du patronat. Il s'agit de «dégraisser» les effectifs, produire plus avec moins de personnel afin que les profits soient plus élevés et la compétitivité accrue. Deffrenne exporte. En 74, c'est déjà une vingtaine de travailleurs qui avaient fait les frais de cette politique aux tissages de Leers, à la suite d'une modernisation des métiers à tisser. Aujourd'hui, c'est 35 ouvriers

qu'on veut mettre à la porte avec le chantage : «c'est ça ou on met la clef sous le paillason».

Ce qui se joue, c'est l'aggravation des conditions de travail. S'agit-il de «régler au mieux, de la manière la plus humaine possible» les 35 licenciements (davantage de pré-retraite, assurance de reclassement) ? Ne faut-il pas au contraire refuser tous les licenciements ! C'est en tout cas le seul moyen pour

qu'à 273 on ne soit pas obligé de faire le travail de 308. C'est la façon la plus nette que l'assemblée générale de mercredi refusait les dernières propositions de la COGEFI et a voté la poursuite de la grève et de l'occupation. Ici on s'attend à ce que les gars de GLUCK et de Malmerspach en Alsace, entrent également dans l'action dès qu'ils connaîtront ce que leur réserve la COGEFI.

Corr. Roubaix

SAMEDI SOIR :

Un télégramme de Falan, dirigeant de la COGEFI à Paris a envoyé un télégramme aujourd'hui chez Deffrenne (Roubaix) en acceptant de renoncer au 35 licenciements. Il y aurait maintient des avantages acquis et redémarrage de l'usine avec l'ensemble du personnel. Malgré tout, les ouvriers continuent à occuper l'usine jusqu'à lundi, jour de la reprise. Victoire des travailleurs due à la mobilisation et à la fermeté.

COMMUNIQUÉ CFDT DE CORBEHEM

MORT ÉCRASÉ SOUS 8 TONNES DE CHARBON

Un accident d'une gravité exceptionnelle s'est produit le mercredi 19 janvier 1977 à Corbehem.

Cet accident mortel remet en cause une nouvelle fois la sécurité au travail.

La surexploitation d'entreprises intérimaires qui se voient confiés tous les travaux les plus insalubres et dangereux dans l'entreprise, bien souvent à cause de leur état d'entreprise extérieure, subissent de ce fait des contraintes qui aboutissent à des accidents très graves.

Le mercredi 19 janvier, 7 h 45, un travailleur est mort. Il est mort dans des conditions affreuses, étouffé, écrasé par plus de 8 tonnes de charbon, suspendu par une nacelle dans une trémie triangulaire fermée dans laquelle du charbon était pris en masse.

Il était inéluctable qu'abatre du charbon dans des conditions aussi précaires de stabilité et de sécurité devait amener un accident très grave.

La négation dans cette affaire des organismes de sécurité existants dans l'entreprise, Comité Hygiène et Sécurité, représentants élus du personnel font que les responsabilités sont engagées.

La faillibilité est humaine mais le pouvoir de décision n'est pas de droit quand la vie des travailleurs est en jeu.

Une enquête est en cours, elle déterminera les différentes responsabilités.

La CFDT s'emploiera à ce que toute la lumière soit faite sur ce drame.

Corbehem le 20.1.77

INFORMATIONS GÉNÉRALES

AFFAIRE DE BROGLIE

QUI A ATTAQUÉ BERNARD ANDRÉ ?

«C'est toi, Bernard André ? Alors tu es content de tes déclarations devant le juge». Sur ce, Bernard André voit ses questionnaires lui sauter dessus, mais parvient à se dégager. C'est du moins ce qu'il a raconté à sa femme, puisqu'il refuse de porter plainte. Il est vrai que ça ne se fait pas beaucoup chez les truands.

On peut être tenté de la croire. Car la veille de cette agression, qui a eu lieu samedi, Bernard André témoignait devant le juge Floch, chargé de l'affaire de Broglie. Et alors qu'il avait déclaré à la police avoir été pressenti par le policier Simoné pour tuer de Bro-

glie, «pour le compte d'un certain Rimemont, ou Ribemont», il est entièrement revenu sur ses dires, qui constituaient la seule accusation contre le financier de Ribemont !

En quelques semaines, c'est la troisième agression qui a lieu à propos de l'affaire de Broglie : celle de la gérante de la «Reine Pédaque», celle d'un «journaliste» détenant, paraît-il, certains documents, sans compter le vol d'une voiture de la «Reine Pédaque», rendue après visite, et le cambriolage du château de Broglie. Qu'en dit Poniatowski, et qu'en disent ses policiers ?

DEPUIS 3 MOIS À L'HÔPITAL DE LYON

UN JEUNE APPELÉ SE SUICIDE

A Lyon, un militaire en traitement à l'hôpital militaire de Desgenettes, dans le service neuro-psychiatrique, situé au 4^e étage, s'est suicidé en se jetant par la fenêtre, vendredi dernier.

Alain Roux, né le 5 octobre 1954, à St-Vallier (Drôme), et domicilié chez ses parents à Pact (Isère) avait été incorporé le 1^{er} février 1976, à la base aérienne d'Orange (Vaucluse). Souffrant de troubles psychiques, il avait déjà tenté de se suicider en

absorbant des barbituriques. Alain Roux avait été hospitalisé à Desgenettes, le 15 octobre 1976. D'après les autorités militaires, il était en instance de réforme. La gendarmerie qui mène une enquête, a conclu au suicide.

Ainsi, depuis trois mois, ce jeune appelé était retenu à l'hôpital, attendant sa réforme, alors qu'il avait déjà tenté de se suicider. Sans préjuger de nouveaux éléments, n'y a-t-il pas déjà là une manière de pousser au suicide ?

APRÈS PATRICK HENRY,

Giordanengo, double meurtrier, condamné à perpétuité

Trois jours après le verdict de la Cour d'Assises de l'Aube, reconnaissant des «circonstances atténuantes» à Patrick Henry, la Cour d'Assises d'Aix en Provence a rendu son verdict dans le procès de Jean Giordanengo : réclusion criminelle à perpétuité, alors que l'avocat général avait requis la peine de mort. Giordanengo, lors d'une querelle dans un bar de Chambéry, avait tué un consommateur et grièvement blessé une femme qui l'accompagnait. Une jeune femme, témoin du meurtre, avait été par la suite assassinée par le même homme, qui l'avait retrouvé à Marseille.

Rappelons que, au mois d'août dernier, Christian Ranucci, accusé du meurtre d'un enfant, alors que certains doutes subsistaient et qu'il avait toujours nié, était guillotiné.

RHÔNE ACTUALITÉS

NÉGOCIATIONS À COUTEAUX TIRÉS

A Villeurbanne, Hernu vient de faire de nouvelles propositions au PC, pour la liste : 19 sièges au PC, 18 au PS, et 4 au MRG au lieu de 18, 18 et 5.

Sans doute dans le but de montrer la bonne volonté du PS. Mais le désaccord principal ne porte pas sur la répartition des sièges, il porte sur les têtes de listes. Cette modification ne permettra pas d'arriver à une liste d'union.

Samedi, le comité directeur du PS en réponse à la

phrase de Marchais : «Le maire de Villeurbanne sera communiste ou ce sera Gagnaire», rappelait que la négociation avec le PC ne doit pas porter que sur Villeurbanne, mais sur l'ensemble du Rhône ; le PS vise sans doute à obtenir du PC un accord de désistement pour tout le Rhône, pour le 2^e tour, (donc Villeurbanne compris au cas où le PS serait en tête), accord préalable entre autres à la signature par le PS de l'accord sur Lyon.

Correspondant Lyon

Pénurie de personnel sans précédent dans les hôpitaux

"DES MALADES VONT MOURIR EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL"

C'est ce qu'a déclaré Pierre Rusti, secrétaire général de la CFDT Assistance Publique lors d'une conférence de presse tenue la semaine dernière à la Pitié Salpêtrière.

On avait coutume de dénoncer la trop grande rapidité des soins aux malades et les délais d'attente trop longs. Cette année, avec le plan Barre, cette situation déjà mauvaise a atteint un stade extrêmement grave.

Il manque plus de 10 000 emplois rien que pour l'Assistance publique ! Pendant ce temps, les bureaux d'embauche de l'AP sont fermés. Les compressions d'effectifs atteignent des sommets jamais atteints : plusieurs centaines cette année sur chaque CHU (plus d'un millier probablement sur l'AP) ! Travaillant au-dessous du minimum absolu, le personnel a vu ses conditions de travail empirer.

Au service de diabetologie de la Pitié, il arrive qu'il n'y ait qu'une seule infirmière pour cent malades alors que ces malades nécessitent des injections régulières d'insuline ! Photo à l'appui, les responsables CFDT ont montré l'absence d'hygiène scandaleuse dans certains pavillons : communication de salles d'opérations et du compacteur à ordures !...

Les cas d'hépatite virale, la

maladie professionnelle la plus répandue dans les hôpitaux (avec la lombalgie) se multiplient : 39 cas en 76 pour la Pitié, 450 cas pour l'Assistance Publique ! Le développement rapide de l'hépatite virale (une maladie grave, puisqu'elle peut entraîner la mort ou une atteinte durable et irréversible du foie) est directement lié à la hausse des cadences. Lors des prises de sang, l'infirmière, si elle travaille trop vite, peut se piquer avec l'aiguille contaminée par un sang contenant le virus. Quand le temps manque pour prendre les précautions élémentaires, (se laver les mains, trier le matériel ou le linge contaminé) les contaminations sont plus fréquen-

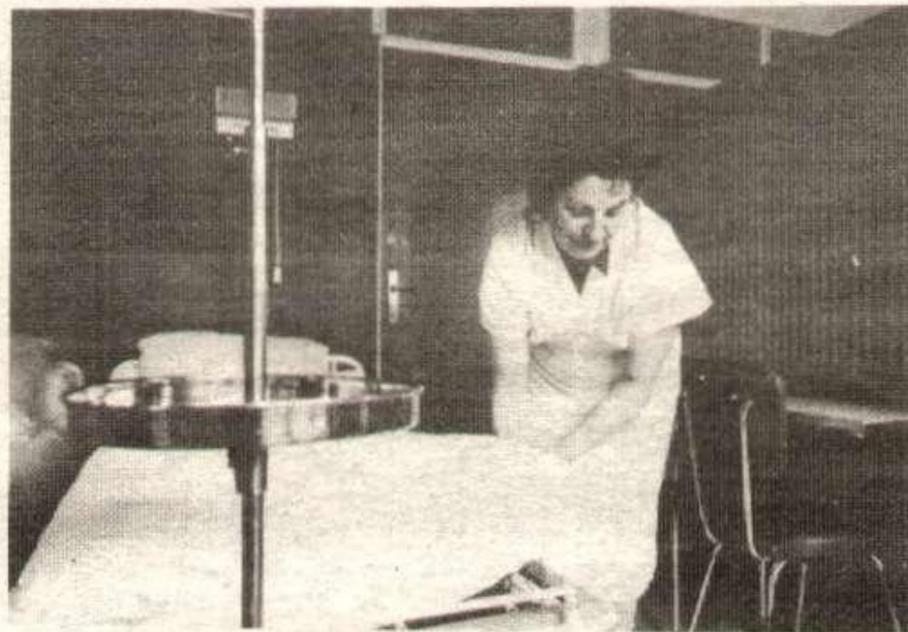
tes. Particulièrement dans les services à haut risque (diagnostics renaux, hépatologie...)

LA MEILLEURE PRÉVENTION LA LUTTE

Une solution existe, certes pour prévenir l'hépatite, l'injection de gamma globulines (comme cela se pratique dans le service du Pr Le-grain). Mais cette méthode appelle plusieurs objections : elle est onéreuse (l'AP ne tient donc pas à la généralisation) et surtout elle ne résout pas fondamentalement le problème. La seule prévention réelle c'est la réduction des cadences de travail, donc l'ouverture de l'embauche dans les hôpitaux, c'est-à-dire une exigence exactement contraire à celle du plan Barre de Santé. La lutte pour l'embauche est de fait une lutte de «légitime défense» à l'AP. Elle est absolument nécessaire tant pour protéger la santé du personnel usé par les cadences et les maladies, que pour défendre celle des travailleurs malades. Pour ces derniers, il est évident que le nombre de cas d'hépatites par contagion se multiplie aussi, et ce de façon tout à fait logique. Aucune statistique n'est pourtant dressée, l'hépatite étant dans ce cas une simple «complication»...

Cette année, c'est donc en malades, invalides et morts supplémentaires que se comptera la politique criminelle du pouvoir en matière de santé !

Pierre PUJOL



Congrès du Syndicat des Avocats de France

«LES AVOCATS N'ONT JAMAIS CONTRIBUÉ EFFICACEMENT À L'EXTENSION DES LIBERTÉS»

Le troisième congrès du Syndicat des Avocats de France organisé à Bobigny s'est clos hier par l'élection d'un nouveau conseil syndical. Ayant pour thème global «le citoyen, l'avocat, le juge, la fonction de la défense», les travaux du congrès auront été moins ambitieux que ne le laisserait supposer le thème lui-même. Ils auront surtout montré les limites importantes d'une organisation dont le rejet du corporatisme peut paraître inconséquent.

Le Congrès d'Octobre 75, soulignait les difficultés d'un grand nombre d'avocats, voire même leur paupérisation. D'ailleurs, la grève des avocats de janvier 76, dont la réelle motivation était le risque de voir disparaître certaines sources de leur revenu, par la réforme du

divorce en particulier, avait vu le SAF s'engager résolument aux côtés du conseil de l'ordre et même d'avocats tels Tixier Vignancourt.

Il ne faudrait pas en conclure pour autant que la crise qui munit au sein même de l'appareil judiciaire (dont font partie les avocats, malgré le caractère «libéral» de leur profession) ne touche pas les avocats, y compris au sein du SAF : les premières journées du congrès de Bobigny ont noté l'échec de la grève de janvier, et, lors de la discussion sur l'institution judiciaire elle-même, l'un des participants s'est ainsi adressé à ses confrères : «Les avocats n'ont jamais contribué efficacement à l'extension des libertés. Ils sont conduits par des contraintes économiques à des choix éloignés des principes qu'ils proclament».

Ce n'est certes pas le cas de tous les avocats, comme en témoigne l'activité de certains avocats progressistes, mais au moins une lucidité dont les conséquences méritent d'être tirées.

E. B.

Siméoni de retour à Bastia

«IL FAUT DISCUTER AVEC TOUS LES PARTIS, TOUS LES HOMMES DE PROGRÈS»...

Edmond Siméoni a été accueilli par une foule dense à son arrivée, à Bastia, estimée à 7 000 personnes. Il a prononcé un discours, reprenant l'histoire de la lutte du peuple corse, puis développant les positions de l'APC aujourd'hui : «J'ai le devoir de vous dire que l'indépendance ne sera pas viable. L'Etat ne l'accordera jamais. Ce serait faire un micro-Etat qui serait l'objet de rivalités entre pays». Pratiquant, comme à son habitude, la technique verbale de «l'allumette et du seau d'eau», après avoir

expliqué qu'il ne fallait pas pousser les Corses à bout, sinon...» Siméoni déclare : «La dernière chance de la concertation, c'est que la paix civile soit sauvegardée». Une phrase qui tombe dans un silence lourd, sans un seul applaudissement...

A la tribune, Siméoni était entouré de représentants de la tendance régionaliste de l'APC (les modérés), ceux-là mêmes qu'il se promettait de combattre politiquement à la libération... Les réactions des jeunes à ce discours étaient plus que mitigées, surtout lorsque Si-

méoni déclare : «Il faut discuter avec tout le monde, partis, hommes de progrès et certains élus. Il ne faut pas se marginaliser». Tout le monde, ce serait plutôt le PS, à ce qu'il se dit... Siméoni est apparu pour la première fois plutôt sur la défense, «ceux qui vont penser que j'ai trahi se trompent»... Mais Siméoni est désormais une personnalité politique corse importante, et malgré les réticences qu'il soulève, il sait qu'il faudra compter avec lui pour les prochaines élections.

EUROPE

ESPAGNE

RÉVOLTE À LA PRISON DE CARABANCHEL

Hier matin, tout le quartier de Carabanchel était en état de siège. 30 détenus de la prison étaient sur les toits et exigeaient d'être libérés. Selon les informations parvenues en fin de matinée, les détenus n'étaient pas considérés comme des prisonniers politiques, mais ils auraient déclaré que la seule raison de leur détention était qu'ils vivaient dans un pays de dictature.

Les familles des prisonniers se sont rassemblées devant la prison et depuis le matin exigeaient la libération des détenus.

La prison de Carabanchel est une des principales prisons d'Espagne. Il y a notamment un grand nombre de prisonniers politiques notamment basques.

Le mouvement déclenché par les prisonniers pose avec une force nouvelle la question de la

libération de tous les prisonniers politiques et de tous les emprisonnements arbitraires. C'est une manifestation nouvelle qui pose le problème de la destruction des corps répressifs mis en place par Franco et que la libéralisation poursuivie par Juan Carlos laissent intacts : le quadrillage policier, les pratiques judiciaires expéditives ont pour complément d'emplir les prisons.

RFA

Y aura-t-il renégociation du statut de Berlin ?

Le voyage de Guiringaud, ministre des Affaires Etrangères à Berlin-Ouest, était le premier d'un ministre français des Affaires Etrangères dans cette ville depuis la fin de la guerre. Il y a affirmé que «les droits et les responsabilités des quatre puissances s'étendent à l'ensemble du Grand Berlin». Dans les faits, l'Allemagne de l'Est est en train d'intégrer complètement Berlin-Est, en lui ôtant tout caractère particulier par rapport au reste du pays. Elle affirme en même temps que le contrôle quadri-partite ne vaut que pour Berlin-Ouest. Une nouvelle polémique s'élève donc sur la question de Berlin, entre d'une part les occidentaux dominés par les US, et d'autre part, l'URSS. Un aspect inquiétant est que Guiringaud soit allé lui-même à Berlin affirmer «l'intérêt que la France porte à Berlin» et que ceci constitue la première réponse des alliés aux petits pas de Berlin-Est. En tous cas, les accords de 1975 ne sont plus respectés. Les Soviétiques cherchent-ils une nouvelle négociation ?

CHOU EN LAI



Un grand révolutionnaire prolétarien

Dans toute la Chine, le premier anniversaire de la disparition du camarade Chou En Lai a donné lieu à d'importantes manifestations. A Pékin, à Tating, à Tatchai, à Shanghai, à Houaiou dans la province de Kiangsou où il est né, à Tchonqtsing où pendant la guerre de résistance il développa la politique du Parti Communiste Chinois au cœur même des bases du Kuomintang avec lequel il était chargé de mener des négociations, partout cet anniversaire prit un grand retentissement.

LA CENSURE DES QUATRE CONTRE L'EXPRESSION DES MASSES

Il y a un an lorsqu'il mourut, les décisions prises par le Parti d'organiser des activités pour lui rendre hommage furent contrecarrées par les directives données par Yao Wen Yuan et le groupe des Quatre à la presse.

«La place Tien An Men était noire de monde jour et nuit. De la capitale chinoise aux quatre coins du pays, des usines aux régions rurales en passant par les casernes, les organismes administratifs et les écoles, tous rendaient hommage à notre premier ministre disparu, déterminés à poursuivre jusqu'au bout l'œuvre qu'il laissait inachevée.

Toutefois, aucune de ces scènes émouvantes n'eut d'écho dans les journaux, les périodiques, le petit écran, la radio» écrit le correspondant de Hsinhua rapportant la lutte qui s'est menée à ce moment-là au sein des organes d'information. Yao Wen Yuan qui dirigeait l'information avait donné des ordres impérieux de consacrer le moins de place possible aux reportages, aux témoignages, aux messages. Le «Hongqi», que contrôlaient les Quatre, n'avait même pas publié l'éloge funèbre. «Il faut arrêter immédiatement le reportage sur le deuil» ordonnait Yao le lendemain des obsèques.

Les Quatre lançaient ainsi une attaque brutale contre les masses qui saluaient en Chou En Lai un de leurs prestigieux dirigeants en même temps qu'ils essayaient d'étouffer la ligne prolétarienne, la voie d'édification du socialisme qu'avait défendues et appliquées Chou En Lai.

«C'EST LE PEUPLE QUI NOUS AUTORISE A FAIRE UN FILM»

«Dans la période de deuil, au pied de la porte Tien An Men, ou devant le monument des héros du peuple nous apprimes chaque jour bien des choses» écrivent les réalisateurs du film à la mémoire de Chou En Lai. «Les masses voulaient surtout manifester leur respect pour le premier ministre Chou, qui a travaillé pour le bien du peuple avec dévouement, jusqu'à son dernier souffle».

«Lorsque la bande des Quatre nous a demandé : «Qui vous a autorisé à filmer cette scène ?» Nous avons répliqué : «C'est le peuple ! C'est le peuple qui nous a autorisé à le faire !». Quand le film fut terminé «nous avions appris que le film de la télévision sur les obsèques du premier ministre Chou avait été censuré... comme nous l'avions prévu, ce grand film documentaire fut lui aussi censuré».

C'est seulement à l'occasion du premier anniversaire du décès du camarade Chou En Lai que le film retraçant son activité révolutionnaire, sa profonde liaison avec les masses peut être projeté à travers toute la Chine. C'est seulement un an après qu'on pu paraître les articles censurés, que les masses ont pu porter témoignage de l'activité de Chou En Lai. Ce n'est pas seulement le dévouement sans bornes, les grandes qualités de Chou En Lai qui sont ainsi remis à leur vraie place. C'est un dirigeant dans lequel les masses se reconnaissent, qui a été à leur tête aux côtés de Mao Tse Toung dans la guerre de libération, dans l'édification du socialisme, dans la Révolution Culturelle. Les Quatre voulaient étouffer la mémoire de Chou En Lai parce qu'ils voulaient détruire la ligne pour laquelle il a combattu jusqu'au dernier souffle, en même temps qu'ils voulaient écarter l'obstacle qu'il avait toujours représenté dans leur tentative de se hisser à la tête du Parti et de l'Etat.

Le jour anniversaire de sa mort «la place Tien An Men est devenue encore une fois un lieu important pour honorer la mémoire du premier ministre Chou En Lai... De nombreux ouvriers, employés, cadres et gardes rouges, ruban noir sur le bras, fleur blanche à la poitrine organisaient diverses cérémonies en portant le portrait du premier ministre Chou En Lai».

(à suivre)

● ALLEMAGNE DE L'OUEST : LE JUGE DE STAMMHEIN RÉCUSÉ :

Le président du tribunal, Theodor Prinzig de Stammheim, construit spécialement pour le procès de la Fraction Armée Rouge, notamment d'Andreas Baader et Gudrun Ensslin, a été relevé de ses fonctions après 85 demandes en récusation légitime déposées par la défense. Sa dernière bassesse avait été de livrer les dossiers à des journaux du groupe Springer pour lancer la campagne hystérique dont ces journaux sont coutumiers et dénon-

cer les défenseurs des accusés.

● TCHÉCOSLOVAQUIE : ENCORE LA MENACE :

«Aucun dialogue... Nul n'aura la moindre discussion avec eux (les signataires de la charte) ou ne conclura avec eux de compromis» écrit «Rude Pravda». Y aurait-il eu des tendances au compromis dans l'appareil tchèque ? En tout cas, la cascade d'articles contre charte 77 dans la presse tchécoslovaque, montre que cette initiative a tapé juste et a affolé les collabos de Prague.

Un aspect non sans intérêt est que l'Humanité reproduit régulièrement son confrère en émettant moult réserves et critiques.

● DANEMARK :

HAUSSE DES PRIX : Les prix ont augmenté de 13,5% au Danemark au cours de l'année 1976. Dans les dernières semaines de décembre, des grèves «sauvages» ont éclaté qui remettaient en cause les contrats salariaux prévoyant des augmentations de salaires inférieures à la hausse officielle des prix.

MAHMOUD SALEH INHUMÉ AU CIMETIÈRE DES HÉROS DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE



Mahmoud Saleh, ancien représentant de l'OLP en France, assassiné par les sionistes à Paris, a été inhumé dans le cimetière des héros de la Résistance Palestinienne à Damas.

Non seulement, les sionistes l'ont assassiné, mais ils ont refusé que Mahmoud soit enterré dans son pays à Sabatieh en territoire occupé.

Arracher le peuple palestinien à sa terre, massacrer ses fils, c'est ainsi qu'Israël s'est imposé dans la région, c'est ainsi qu'il se maintient.

UN APPEL AU SUJET DE L'ASSASSINAT DE MAHMOUD SALEH

Un groupe de soixante seize personnalités, auxquelles s'est également associé le collectif rédacteur des Cahiers du Cinéma, a rendu public l'appel suivant, à propos du crime sioniste dont Mahmoud Saleh a été victime à Paris.

«Après M. El Hamchari, B. Al Koubaissi, M. Boudia, le militant palestinien Mahmoud Saleh, responsable de la Librairie arabe, a été assassiné à Paris.

«A ce jour, aucun des assassins n'a été inquiété. Des enquêtes ont-elles même réellement été entreprises ? L'impunité dont ont joui les meurtriers n'a pu que favoriser le crime perpétré contre Mahmoud Saleh le 3 janvier.

«Nous ne pouvons cautionner par notre silence l'instauration d'une société où le droit des gens est bafoué. Nous ne pouvons admettre qu'en France les étrangers soient pourchas-

sés, arrêtés, expulsés, assassinés, parce qu'ils défendent leur cause.

«Nous ne pouvons tolérer que des manœuvres politiques et policières aient conduit à l'arrestation d'un membre de la délégation de l'OLP venue assister à l'enterrement de leur compagnon, et reçue officiellement en France.

«Sa libération ne doit pas servir de prétexte pour faire oublier le crime commis contre Mahmoud Saleh et assurer une nouvelle fois l'impunité aux assassins.

«Exiger la poursuite des assassins de Mahmoud Saleh, dénoncer la scandaleuse complaisance qui a permis ce crime, voilà notre appel».

L'ENVOYÉ DE CARTER EN EUROPE ET AU JAPON

Carter a envoyé le vice-président des États-Unis, Walter Mondale en Europe. Il arrivait dimanche soir à Bruxelles. Pendant dix jours, il va visiter les principaux pays européens et le Japon. Carter est pressé. La «tricontinentale», dont les «penseurs» sont dans son administration, prévoit de resserrer les rangs des impérialismes occidentaux autour des USA. En Europe, Carter doit définir la politique US sur l'OTAN d'abord, sur la situation en Europe du Sud ensuite notamment

question de la participation éventuelle du PCI au gouvernement et sur le conflit gréco-turc.

Ensuite, le voyage du vice-président doit essayer de rassembler les pays impérialistes contre le Tiers-Monde.

Renforcer la confrontation en Europe face à l'URSS, en contrôlant plus étroitement les pays européens, relancer l'attaque contre le Tiers-Monde c'est la politique américaine que Carter s'empresse d'activer.

● URSS : CINQ EXPLOSIONS A MOSCOU : Les Soviétiques ont annoncé qu'un avion avait franchi cinq fois le mur de son au-dessus de Moscou, pour expliquer les cinq fortes explosions entendues dans la capitale russe, vendredi. Il n'est pas dit comment le pilote s'y est pris.

● LA CAPITALE DES USINES D'ARMEMENTS. «HÉROS DE L'URSS» : Brejnev a décoré la ville de Toula, centre industriel spécialisé dans les fa-

brications d'armes, de la médaille de «héros de l'URSS». «Nous perfectionnons notre défense» dit Brejnev, «notre potentiel militaire doit être tel que nul ne se risque à porter atteinte à notre ville paisible». Exactement ce que déclare Carter à son investiture : sous couvert de «défense», la course aux armements s'accélère. Les honneurs rendus aux usines d'armement en font la pointe avancée de l'industrie «pacifique» soviétique.

INTERNATIONAL

carnet de voyage d'un cheminot L'ANGLETERRE DANS LA CRISE 6

Les T.U.C. : une institution

J'ai pu discuter avec les responsables du syndicat national des mineurs et celui des marins à Douvres. On en trouve très facilement l'adresse. Tout le monde la connaît. L'institutionnalisation des T.U.C. date de plus d'un siècle, mais depuis sa venue au pouvoir, le parti travailliste a intérêt à la développer. Ainsi, à Douvres, tous les matins, le représentant local du parti travailliste fait la tournée des syndicats, et prend «la température». De même, les locaux des différents «trade unions» servent à répandre massivement la propagande gouvernementale. Le «Economic Progress Reports», dont j'ai parlé précédemment, est distribué dans les locaux syndicaux. Son but est évident : montrer la crise économique, s'apaisant sur

toutes les mesures soi-disant anti-inflation et anti-chômage prises pour terminer en disant que, ma foi, bien sûr, il y a la crise, mais si tous les ouvriers prennent conscience que c'est en aidant le gouvernement dans sa «lutte», la légère «amélioration» qui se dessine, à la fin de l'année 76, ne peut que se confirmer.

Ainsi, on le voit, le «Trade Union Congress» est une organisation bien assise, très structurée et qui dans son ensemble ne permet pas une organisation autonome de lutte de classe des travailleurs. Cependant, des syndicats tels que ceux des mineurs, des dockers, des cheminots ont pris en main la lutte pour tenter d'infléchir l'orientation du T.U.C.



L'opposition dans les T.U.C. du syndicat des mineurs

Le syndicat des mineurs n'est engagé dans deux voies parallèles. D'une part, il fait actuellement le maximum au sein du T.U.C. pour arracher la commission exécutive des mains des éléments qui soutiennent inconditionnellement le gouvernement travailliste. Il propose une nouvelle commission exécutive formée de militants mineurs, dockers, cheminots, etc. «plus à gauche», de gens qui veulent se battre et qui veulent «profiter d'un gouvernement de gauche» pour arracher des améliorations pour la classe ouvrière.

D'autre part, il mène depuis deux ans une bataille pour obtenir la retraite à 60 ans pour les mineurs (actuellement à 65 ans pour tout le monde). Il a fait remonter au gouvernement une pétition demandant l'abaissement de l'âge de la retraite. Celui-ci a refusé

net, prétextant que «ça coûterait trop cher à l'État». Autrement dit, si vous revendiquez, vous mettez en péril l'économie anglaise et c'est vous qui en pâtirez. Refusant de céder au chantage, le syndicat des mineurs a, ni plus ni moins, posé un ultimatum au gouvernement : «Ou vous cédez, ou nous partons en grève en janvier 77 jusqu'à satisfaction».

Cette décision est très connue et très populaire parmi les travailleurs anglais. Beaucoup d'ailleurs font confiance à la combativité des mineurs pour obtenir satisfaction et pensent qu'une fois la victoire remportée, la retraite à 60 ans sera rapidement étendue à l'ensemble des travailleurs. La popularité de cette décision rend difficile à présent le recul du syndicat des mineurs. Il faudra donc être très attentif à ce qui se passera en janvier. (à suivre)
Dominique Rochelet

Giscard en Arabie Séoudite

PERSPECTIVES REDUITES POUR L'IMPERIALISME FRANÇAIS

La visite de Giscard en Arabie Séoudite est une sorte de symbole. Où en est donc le grand dessein de l'impérialisme français défini sous de Gaulle et sur le souvenir duquel repose encore la «politique arabe» de la France ? Où en est la grande tentative de 1973-74 ?

Pompidou et Jobert se lançaient à la conquête des marchés du Tiers Monde, prônaient des contrats d'État à État, avec les pays du Tiers Monde, à la fois dans l'espoir de se préserver des coups violents que le Tiers Monde lançait contre les impérialismes occidentaux, notamment à la suite des augmentations des cours du brut et dans l'espoir de garder une autonomie la plus large possible par rapport à l'impérialisme US.

Et c'est en Arabie Séoudite que Jobert est allé d'abord passer ces contrats. Il est revenu avec une valise bourrée de projets. La plupart sont aujourd'hui encore sur le papier. C'est sur la base des grands projets d'équipement qui ont accompagné la bataille pour le contrôle des richesses nationales que l'impérialisme français a développé son plan de restructuration, espérant que sa position «à part» — à la fois sur l'attitude à l'égard d'Israël et sur l'attitude à l'égard du Tiers Monde — lui conférerait une situation privilégiée, par rapport aux autres impérialismes.

ÉCHEC ET AGGRAVATION DE LA CRISE

Aujourd'hui, en Arabie Saoudite, cette tentative n'a pas eu les résultats attendus. Depuis 1972, la part relative, faible, de l'impérialisme français sur le

EXPORTATIONS FRANÇAISES		IMPORTATIONS FRANÇAISES (Pétrole)
1970	206 millions	2 milliards
1975	853 millions	12,8 milliards
1976	1,5 milliards	

LA PLACE DE LA FRANCE EN ARABIE SÉOUDITE

PART DU MARCHÉ	
France	4 %
USA	26 %
Japon	26 %
Allemagne de l'Ouest	10 %
Angleterre	8 %
Italie	5 %

1972-1975 : UNE POSITION QUI SE DÉTÉRIORE

Augmentation totale des importations séoudiennes	250 %
Augmentation de la part française	230 %
allemande	400 %
italiennes et japonaise	370 %
américaine	300 %

marché séoudien diminue. Mais en plus de cela l'essentiel de la part de l'impérialisme français n'est pas dans les domaines clefs, mais dans les services. En Arabie Séoudite, l'impérialisme français a perdu la bataille des marchés. L'espoir de gagner des contrats importants dans le cadre du plan quinquennal séoudien qui représente un total de 700 milliards de francs est d'autant plus limité que ce plan est révisé en baisse. Le «modèle» de la nouvelle politique de l'impérialisme français est un «modèle» en faillite.

Du même coup, la restructuration même de l'impérialisme français, qui a été imposée à coup de licenciements, de fermeture d'entreprises, n'a que des débouchés très limités ; la détérioration des positions de l'impérialisme français, le fait qu'il n'ait pas été

épargné par les combats des pays du Tiers Monde se manifestent en France par la phrase de Giscard : «Pas de reprise sans développement du commerce extérieur». La conquête des marchés s'accompagne d'une exploitation plus intense de la classe ouvrière. La visite de Giscard en Arabie Séoudite, trois ans après Jobert, est le symbole de l'aggravation de toutes les bases matérielles sur lesquelles reposent la crise politique de la bourgeoisie française.

LES ESPOIRS DE GISCARD

Il reste cependant certains terrains que Giscard espère sans doute occuper : l'Arabie Séoudite prévoit le développement des extractions minières ; or une des activités importantes de l'impérialisme français là-bas est la recherche géophysique et minière, soit en coopération

avec PETROMIN, soit par le Bureau des Recherches Géologiques et Minières.

Bien qu'ils aient de plus en plus rejoint les positions de l'impérialisme US face au Tiers Monde, l'impérialisme français garde une petite place «à part» : peu de chefs d'État occidentaux se sont rendus dans des pays arabes depuis 1973, ses voyages lui maintiennent un certain vernis d'ami des pays arabes. Dans la dernière phase de la guerre au Liban, l'Égypte s'était adressée à Giscard pour qu'il intervienne au Liban ; cette démarche n'avait pu se faire qu'avec l'accord de l'Arabie Séoudite qui a pesé d'un grand poids dans la mise en place du cessez-le-feu au Liban. Il est peu probable, malgré ce voyage, que cela lui donne plus de possibilités en Arabie Séoudite qu'en 1974.

G. CARRAT

Moyen-Orient

IMPASSE POUR LES RÉGIMES ARABES ?

Dans une interview publiée jeudi, le ministre des affaires étrangères d'Arabie Saoudite où Giscard doit se rendre lundi, définit les positions de ce pays sur le Moyen-Orient. Ces positions sont importantes car en utilisant l'arme financière que lui procurent les prêts consentis aux autres pays arabes, notamment l'Égypte, la Syrie et la Jordanie, l'Arabie Saoudite pèse d'un grand poids dans l'unité des régimes arabes réalisée, après les accords de Ryad, qui ont conduit au cessez-le-feu au Liban.

«Les Arabes ont opté pour un règlement après avoir surmonté leurs problèmes psychologiques à l'égard

d'Israël» dit-il, signifiant par là qu'ils sont prêts à reconnaître l'État sioniste. «Nous n'avons malheureusement pas l'impression qu'Israël

Dans le même interview, le Prince Saoud a déclaré, à propos de la politique pétrolière de l'Arabie Séoudite : «Nous n'avons pris encore aucune décision au sujet de l'augmentation de notre production de brut». Ce qui contredit les rumeurs selon lesquelles l'Arabie Séoudite aurait décidé d'ores et déjà de le faire.

cherche sincèrement la paix... C'est dommage car les conditions sont mûres dans le monde arabe pour un règlement, et cette conjoncture favorable, risque d'être de courte durée... Les Arabes ne peuvent indéfiniment gaspiller leur argent dans l'achat d'armements sans pour autant voir le bout du tunnel. La situation est en outre périlleuse, car l'Israël s'arme à outrance grâce aux États-Unis et dispose de surcroît... d'un arsenal atomique. Pour éviter une nouvelle conflagration, il faut aller vite en besogne, à Genève ou ailleurs, qu'importe !

Faute d'un règlement d'ici à la fin de l'année, je crains fort qu'Israël ne réussisse à

nous imposer une nouvelle confrontation militaire».

En se dressant contre le peuple palestinien sous prétexte de faire la paix avec Israël, les régimes comme celui d'Arabie Saoudite, se trouvent ainsi dépendants du bon vouloir d'Israël et par conséquent des USA. La voie, largement imposée par l'Arabie Saoudite, est une impasse. Elle affaiblit le camp des peuples arabes en tentant de liquider la Résistance Palestinienne, et conforte en fin de compte Israël. L'existence de cet État artificiel est incompatible avec l'indépendance des pays arabes, et celles que soient leurs tentatives, les régimes arabes, tôt ou tard, seront obligés de l'affronter.

Reportage de Julien LEBLOND

Après l'expulsion de 22 ouvriers turcs sans contrat

CE QUI A CHANGE A ST FLOUR

«A l'heure qu'il est, ils doivent être proches de la Turquie. L'«Akdeniz», le bateau qui les a pris à Marseille devait arriver aujourd'hui. Le jeune militant CFDT qui livre ces explications attend avec près de deux cents personnes rassemblées sur la place du Foirail que démarre la manifestation convoquée, ce samedi matin par l'UIS CFDT de St Flour, avec l'appui de la FEN et de militants du MRAP venus de Clermont Ferrand.

Malgré le froid vif et la neige qui recouvre cette large esplanade des hauteurs de St Flour, la manifestation déroulera son long ruban dans les rues étroites de la cité auvergnate, à la mairie puis à la sous-préfecture aux portes obstinément closes.

«Français-immigrés, solidarité !», «Même patron, même combat !», «Non aux expulsions !», les mots d'ordre scandés avec vigueur sont le témoignage de la colère d'une large frange de travailleurs sanflorains indignés par l'expulsion de 22 ouvriers turcs sans contrats par deux pleins cars de CRS. Au petit matin, comme en ce sinistre temps des rafles, en 43 ou en 62...

L'expulsion des ouvriers turcs sans contrats fait grand bruit aujourd'hui non seulement à St-Flour mais dans toute l'Auvergne. La jeune UIS-CFDT combative, rebâtie par des employés et des enseignants dynamiques, a multiplié les interventions et les prises de position pour qu'éclate la vérité sur la vie des travailleurs immigrés exploités dans les bagnes sanflorains avant de se porter à la tête de la riposte aux expulsions : un tract vigoureux le matin même des opérations de nettoyage de Poniowski, un meeting réunissant plus de deux cents personnes dans les jours qui ont suivi et cette manifestation dont chacun s'accorde à penser qu'elle est un succès, «comme on n'en avait jamais vraiment vu jusqu'à présent à St Flour» confie un militant.

UN «REGRETTABLE INCIDENT» ?

Pour les forces de la bourgeoisie qui ont organisé ou qui s'accrochaient fort bien de la présence de ces «exploités clandestins», l'expulsion, en jetant une lumière crue sur les pratiques sordides d'un petit patronat réactionnaire, apparaît comme un pavé dans la mare de leurs petits combines.

A commencer par le docteur Julhe, le maire, qui au retour de son voyage à Issouire où il est allé faire des courbettes à Giscard, promet de «veiller à la situation de l'emploi», et «d'aider les petits industriels à se restructurer». Pour lui, l'affaire des Turcs sans contrats n'est qu'un «regrettable incident».

La fraction la plus dure de la bourgeoisie locale entend



étouffer les remous que pourrait provoquer une suite judiciaire à cette affaire. Personne n'ignore plus à St-Flour que des patrons de choc comme Charrade sont les instigateurs d'affichettes ignobles placardées sur les murs de la ville, injuriant notamment le secrétaire de l'UIS-CFDT de St-Flour.

«IL EST TEMPS QUE LES CHOSES CHANGENT...»

Mais l'agitation, à la veille des municipales, gagne aussi la «gauche» qui ne manifeste guère d'empresse-

ment à ce que la vérité éclate sur les habitudes peu reluisantes du patronat sanflorain. Et pour cause : la liste de «gauche» s'est montée autour d'une brochure de petits patrons dont les «bonnes manières» ne le disputent en rien à Rozière et Cie. Un de ces patrons, par ailleurs proche de la famille Rozière et propriétaire d'une entreprise de matériel sanitaire, clairo-ne à qui veut l'entendre que «si les syndicats se pointent chez lui, il aura le fusil à la main !». Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que le PS ait retiré son soutien à l'action engagée par la CFDT et, multiplie les pressions sur elle pour qu'elle «enterre l'affaire».

Quant à la CGT que dirigent quelques rares militants du PCF, elle s'est effrayée de voir les révolutionnaires prendre part à la riposte à l'expulsion et s'en est saisi comme prétexte de son retrait. Après s'être fait sermoner par les permanents de l'Union Départementale, un responsable de la CGT a vivement «dconseiller» toute participation aux initiatives de riposte à l'expulsion des travailleurs turcs.

Toutes ces manœuvres ne sauraient entraver le déroulement de la riposte engagée. Le succès des initiatives entreprises jusqu'à présent, a déjà donné un écho retentissant à l'affaire dans toute cette partie de l'Auvergne. Mais, si la bourgeoisie se donne tant de peine pour se parer contre toutes les éclaboussures que provoque la révélation de l'exploitation scandaleuse des travailleurs immigrés, c'est pour éviter aussi qu'à cette occasion les ouvriers français dans la région ne soulèvent le joug d'une exploitation tout aussi honteuse. Le chômage endémique, les salaires très bas, une répression systématique contre toute activité syndicale. Et le poids encore non négligeable des notabilités et des curés qui diffusent insidieusement les idées racistes et xénophobes.

C'est bien contre tout cela qu'aspirent à lutter les ouvriers sanflorains comme en porte témoignage un de ces ouvriers, «Il faut faire du bruit autour de l'affaire des Turcs. On n'a jamais pu faire quoi que ce soit à St Flour. Il est temps que les choses changent. Ce ne sont pas toujours les mêmes qui seront écrasés...».

Le témoignage des ouvriers turcs

LOGÉS A COTÉ DE LA DÉCHARGE !...

Camions, c'est un endroit désert, à l'écart de toute habitation. Trois baraques de parpaings assemblés à la hâte et aux moindres frais à proximité du dépôt de M. Rozière où sont rangés les camions de chantiers.

Quand on demande, à St Flour, où sont les lotissements des travailleurs turcs, la réponse laisse pantois : «à la décharge». Mais, en accédant à ces lotissements, cette réponse n'a plus rien d'énigmatique : ces logements ont été bâtis juste au-dessus d'un tas d'ordures que signale un panneau.

On n'imagine pas abri plus vétuste que ces baraques de deux mètres sur quatre prévues pour... quatre travailleurs. A chaque extrémité de la pièce, deux lits superposés. Au milieu, une table et un modeste évier ébréché sur lequel s'entasse la vaisselle. Et pour tout chauffage, sur ce flanc de colline balayé par le vent, un radiateur électrique usagé, presque calciné. Dans ce périmètre étroit où le jour ne pénètre que par une petite fenêtre, comment ne pas ressentir une impression d'étouffement ? Le 10 décembre, quand Rozière a annoncé son intention de licencier les Turcs sans contrats, il a coupé l'électricité. Plus d'éclairage ni de chauffage en plein hiver ! Certains ont été dispersés dans les vieilles bâtisses désaffectées de la Ville Basse, notamment dans une rue des Tuilles.

Ce sont ces quartiers qui ont été bouclés par les hordes de Poniowski venues de Clermont Ferrand. Toute une nuit, les CRS les ont gardés prisonniers et fouillés pour ensuite les embarquer au petit matin, «à l'heure du laitier, comme en 1943...», comme le rappelait l'appel de l'UIS-CFDT à la population diffusé ce même matin du 9 janvier.

Aujourd'hui, après le coup de force crapuleux de Dijoud et Poniowski, ils sont moins d'une dizaine de travailleurs turcs à St Flour.

Encore ébranlés par les conditions scandaleuses dans lesquelles les flics ont procédé à l'expulsion de leurs frères mais tout aussi émus du soutien qui s'est porté autour d'eux, nous les avons rencontré au café des Lacs, au cœur de la Ville-Haute.

S..., solide travailleur, père de six enfants, est en France depuis plus d'un an. Il s'empresse de nous montrer le certificat de séjour provisoire de trois mois, un papier jaune que vient de lui remettre la mairie. S'exprimant dans un français trébuchant, il explique que Rozière a refusé de le réembaucher malgré les promesses écrites du patron. Pourtant, nous avons sous les yeux la dernière édition de la «Dépêche d'Auvergne» où le même Rozière fait offre de plusieurs emplois. L'autre travailleur turc qui l'accompagne a pu conserver son emploi



chez Gréco, à une autre entreprise du bâtiment.

S... explique avec force gestes comment le patron «négociait» le traitement médical des travailleurs turcs blessés ou malades. On devine à ses explications, que Rozière «traitait» la réparation des clavicules cassées avec un de ses amis, patron de clinique, comme on «traite» une affaire ou l'octroi d'un marché : au rabais. Pas étonnant alors que les feuilles de paie que nous montre S... soient aussi compliquées ou franchement illisibles : elles servent à masquer les irrégularités patronales à l'égard de la sécurité sociale.

S... rappelle avec dureté et colère que Rozière leur a proposé 150 F de plus pour obtenir leur

départ de l'entreprise. Lui et ses frères ont refusé ces offres sournoises. Ils ne veulent pas retrouver la Turquie et le chômage. Ils s'inquiètent de l'état des démarches entreprises avec l'aide de leurs camarades français, pour la régularisation de leurs contrats.

S... explique enfin qu'il gagnait en moyenne 1 000 F par mois chez Rozière. Pour 50 heures de travail par semaine. «Et un travail dur... manœuvre...» ajoute-t-il. Il attend encore le paiement du salaire de décembre.

Ces travailleurs, baillonnés pendant des années, n'ont pas toujours compris tout de suite pourquoi ils étaient d'un coup la cible de ces brutalités des patrons et du pou-

voir. Alors, quand l'un d'eux exprimant son sentiment sur ces événements récents dit : «la France, c'est le fouet... la police», on comprend son amertume. Les explications patientes leur font saisir, pas à pas, la logique de la politique qui les a enlevés à leur terre natale et qui aujourd'hui les y rejette à coups de crosse après avoir satisfait l'avidité de profit des exploités.

En prenant congé après cette entrevue amicale, nos mains se sont serrées, chaleureuses. En se promettant de veiller avec attention à ce que les contrats soient effectivement régularisés, que la bataille engagée pour qu'ils retrouvent un emploi et des conditions de vie décentes soit poursuivie avec énergie.

DANS NOTRE COURRIER

De Tonnerre

QUELQUES CRITIQUES POUR VOUS AIDER

Voici les critiques, remarques et suggestions que j'ai à faire à propos du Quotidien du Peuple :
- Comme beaucoup de lecteurs l'ont déjà dit, le style des articles (à propos des luttes par exemple), est trop stéréotypé.

- Je pense qu'il ne faut pas vouloir mettre trop de débuts d'articles en 1^{ère} page car à la lecture, c'est ennuyeux d'avoir constamment à changer de page pour lire un article en entier.

- Il y a trop peu de photos sur certaines pages (page courrier, page 11).

- Le QdP ne parle pas assez de la vie de l'entreprise en dehors des luttes. A ce propos les articles sur «les travailleurs et le bruit» étaient très bons (...). Essayez, quand c'est possible, d'indiquer la qualité des émissions proposées à la télé et de nous les conseiller. Par exemple, j'ai été surpris le mardi 4 janvier, que vous ne conseilliez pas le film «Section Spéciale» alors qu'il devait bien y avoir quelqu'un dans l'équipe de rédaction qui connaissait ce film (...).

- Faire davantage d'articles sur la vie culturelle

en France — pourquoi ne voit-on pas de compte rendus des manifestations artistiques que vous conseillez ? A ce propos, l'article sur le Théâtre de l'Aquarium était très bon.

- Peut-être vaut-il mieux publier moins d'enquêtes ou de dossiers (souvent 3 dans le même journal) ce qui permettrait de faire place à d'autres rubriques. (12 pages c'est assez court).

- La vie du Parti Communiste Révolutionnaire ne ressort pas assez dans le QdP.

- Il faudrait insister un peu plus sur les luttes de la jeunesse (lycées, quartiers, MJC).

- L'actualité est de mieux en mieux suivie et passe dans le journal au jour le jour. Il y a encore 3 mois, il y avait davantage de décalages.

En espérant que ces quelques critiques pourront vous aider à progresser, je tiens à vous remercier pour le travail que vous effectuez pour faire un journal au service du peuple.

Bon travail
B.F Tonnerre

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

• A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

• Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Anti-Dühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans la manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Paléstinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

• Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

• Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de versement :
- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiants tous les jours)
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

«En Ariège, le passé répond de l'avenir»

Nous avons reçu cette lettre du mineur qui a raconté pour nous, dans la

«Citoyens,

Je viens vous remercier de m'avoir fait parvenir les numéros du Quotidien du

série l'Ariège, le pays des hommes et du fer, l'histoire de «la mine aux mineurs».

ment. Peut-on allier richesses naturelles et agriculture en complément pour permettre la survie de nos villages en toute saison ? Ce



Le village de Sem au-dessus d'Auzat, aujourd'hui presque désert. vivait au rythme de la mine.

Peuple où figurait l'enquête sur l'Ariège.

Notre département et surtout les cantons de Haute Montagne dont fait partie le Vicdessos, ne sont pas privilégiés au point de vue agricole. Je vous ai donné mon point de vue orla-

serait souhaitable ; reste à trouver la population qui, peut-être, pourra s'adapter (...)

Merci et bonne chance. Un vieux qui croit malgré et contre tout dans le devenir de son pays».

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Nous ne répondrons aujourd'hui qu'à deux de tes critiques. Tout d'abord, en ce qui concerne le style stéréotypé dans les pages luttes, nous pensons que ta critique comporte un aspect juste. Un élément doit être pris en compte, c'est la situation des luttes. Il est vrai que, dans la période, on n'assiste pas à un développement important des luttes ; cela joue sans doute sur le journal. Ce n'est de toutes façons pas une justification, et nous devons poursuivre l'effort entrepris pour éliminer ce style de nos pages. De ce point de vue, des initiatives intéressantes peuvent être prises, y compris dans cette période provisoire : reportage dans une région gravement menacée par la restructuration capitaliste et dans laquelle de très nombreuses questions politiques se posent dans les usines ; enquête dans une branche, dans une usine, même si les travailleurs n'y sont pas en lutte pour l'instant. Voilà, par exemple des moyens que nous mettons actuellement en chantier pour rendre nos pages plus vivantes. Nous reviendrons là-dessus.

A propos de la Une, tu as raison de critiquer l'abondance des articles qui se

prolongent dans les pages intérieures. Nous avons décidé de réduire ce procédé et de le remplacer par des articles courts à la Une présentant le contenu des articles importants des pages intérieures. D'autre part, nous avons engagé une réflexion d'ensemble sur la présentation de la Une du Quotidien en sélectionnant les meilleures, sur une période d'un an. Nous avons commencé à dégager certains points :

- éviter la suraccumulation de titres
- mettre au moins deux photos.
- avoir un nombre de sujets limités, que l'on veut mettre en valeur.

Mais les Une avec un seul titre, du type de celle du 7 octobre ou de celle de l'assassinat d'Emile Pouytes, ne nous semble pas pouvoir se répéter systématiquement : ce type de Une, c'est l'actualité politique qui les fait, et nous ne pouvons pas toujours la réduire à un seul évènement.

Bien sûr, cette réflexion commence : tous les lecteurs doivent y participer.

Voici deux réponses sur l'ensemble des points soulevés : que le débat continue.

ETUDIANTS ABONNEMENT SPÉCIAL

5 MOIS 100 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Crédit Lyonnais : Agence ZU 470
Compte n°7713 J

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

5^e épisode

Etienne essaya d'imaginer ce que pouvaient être ces deux « ressortissants ». Il les vit sortant et ressortant des bois, surpris et abattus par des soldats aux voix rauques.

— Ça fait mal au ventre, hein ? lui dit l'homme qui avait suivi son regard.

Et se retournant vers sa femme, il ajouta :
— Je ne parle pas de ta cuisine. Je parle du journal : les deux jeunes que les Boches ont massacrés.

Le paysan reprit sa fourche, remit sa casquette :

— Adieu, je m'en vais aux champs !

Passant près de sa femme, il lui souffla :

— Il ne paye rien, le petit.

Le massif de la Chartreuse et la Grande Sure, avec sa croix, dominant le village de Coublevie : un village d'herbe, d'arbres et de poussière. Coublevie a sa fanfare, son église et son milicien : un grand brun, bête, et qui ne ferait pas de mal à une bête. Il a vendu des hommes du Maquis et, quand ses supérieurs l'ont appelé, quand ils lui ont dit : « Francgarde, la France t'est reconnaissante ! », le milicien de Coublevie s'est cru récompensé.

Il avait tort, le milicien de Coublevie. C'est aujourd'hui qu'il sera récompensé. Elle vient, sa récompense. Dans un nuage de poussière, sous le soleil de midi, elle descend de la montagne. Le car dévale les pentes à grande vitesse, suivi de son gazogène effrayé. Le chauffeur chante et essuie parfois ses mains moites sur son sarreau. Ce n'est pas la vitesse qui rend nerveux ce chauffeur de Citroën, mais trois passagers qui viennent de monter. Ils étaient assis sur le bord de la route nationale et, quand le car est apparu, ils se sont levés pour faire signe. Ce ne sont pas des gens du pays. Celui qui porte des lunettes a bien l'air d'un paysan... Et les deux autres ? Allez donc savoir ce que c'est ! Ils n'ont pas des mains de paysan. Le jeune a l'allure d'un ouvrier, l'autre d'un bourgeois.

Trois hommes en balade, dans ces jours d'occupation, cela comporte des sous-entendus. Ils riaient avant l'arrivée du car ; maintenant, ils se taisent. Dédaignant les places assises, ils sont restés debout près de la porte ; l'ouvrier sculpte une canne avec son couteau.

— C'est pour où, Messieurs ?
— Coublevie, a dit le paysan. C'est combien ?
— Oh ! donnez-moi six francs. Nous ne sommes même pas à deux kilomètres de Coublevie.

Dans la poussière, le car débouche sur la grande place. Une dizaine de personnes l'attendent près de la fontaine. L'épicier a un colis à confier au chauffeur, pour sa fille qui fait du marché noir à Voiron. Le père Grand va en ville faire réparer son cornet à pistons. Le Francgarde va voir ses chefs. Les autres sont venus « au car » bavarder : c'est l'événement de la journée.

Le milicien de Coublevie a revêtu son uniforme bleu, déjà teinté de poussière ; son bérêt écrase deux oreilles de pachyderme ; il passe sa langue sur ses grosses lèvres et, d'un geste noble, il lève le bras pour que s'arrête un car qui s'arrêtera de toute manière.

Le chauffeur voit le milicien ; il comprend. L'ouvrier met son couteau dans sa culotte. De la main gauche, il saisit sa canne et plonge la droite dans la poche de sa veste.

Le chauffeur freine ; le paysan tire la poignée de commande de la porte. Trois revolvers sortent des vestes. Le Francgarde n'a pas compris :

— Mais qu'est-ce que c'est ?

Les femmes crient dans le car ; les poules se mettent à glousser ; les canards se joignent au concert. Le père Grand laisse tomber son cornet à pistons. Plus que les revolvers, les cris font peur au Francgarde. Ses grosses lèvres tremblent. Il a envie de se gratter le nez, mais n'ose pas bouger les bras. L'ouvrier lui prend son revolver, le bourgeois lui plante son quarante-cinq dans le ventre et le paysan fait voler dans la poussière le bérêt orné de la francisque. Chauffée au soleil, la brillantine du Francgarde répand une odeur douceâtre.

Maintenant, la foule s'est tue. Elle attend le claquement du coup de feu... La mère du Francgarde apparaît. De l'autre côté de la place, la vieille avance dans son châle noir, agitant de la main une carte :

— Hé ! Ferdinand ! Tu me la mettras à la poste ma carte postale, dis ?

Ferdinand murmure :

— Je peux pas, maman, je suis prisonnier.

(à suivre)

JURIDIQUE

Expulsions et assignation à résidence

L'expulsion des étrangers demeurant en France est régie par une Ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945. C'est un acte qui n'a rien de judiciaire : il est de l'unique compétence du ministre de l'Intérieur. Dans les départements frontaliers, le préfet peut prendre lui-même une mesure d'expulsion, à condition d'en rendre compte sans délai au ministre. La décision d'expulsion peut être prise si « la présence de l'étranger sur le territoire français constitue une menace pour l'ordre public ou le crédit public ». Le ministre dispose donc d'une énorme marge d'appréciation.

Dans les huit jours qui suivent la notification de l'arrêté d'expulsion, l'étranger peut demander à être entendu, ainsi que son avocat, devant une commission d'expulsion. Celle-ci au terme d'un décret du 18 mars 1946, comprend : le président du tribunal civil du chef-lieu du département, le chef du service des étrangers à la préfecture, un conseiller de préfecture ou,

Le statut des étrangers en France a toujours été très strictement réglementé par le pouvoir. Deux raisons qui expliquent cette politique : l'internationalisme a fait que bien souvent ils prenaient part aux luttes révolutionnaires du peuple français ; ils continuaient, en liaison avec les organisations révolutionnaires françaises, à mener la lutte pour la liberté dans leur pays d'origine. Poniatowski, en se vantant récemment du nombre record d'expulsions d'étrangers effectuées en 1976, ne faisait en cela que prendre la suite de régimes aussi « libéraux » et « avancés » que le Premier Empire, qui leur assignait une résidence obligatoire, ou les réactionnaires, qui brisèrent la Révolution de 1848, et qui ont institué en 1849 la procédure d'expulsion.

à défaut, un fonctionnaire désigné par le ministre de l'Intérieur. L'administration a donc la majorité dans cette commission. Celle-ci siège à huis-clos. Elle transmet un avis au ministre et celui-ci prend alors sa décision, sans être obligé de suivre cet avis. Il peut même décider qu'il y a urgence et en ce cas, l'étranger est expulsé sans délai et sans passer devant la commission.

Il existe un recours juridictionnel contre la décision d'expulsion. L'étranger peut d'abord rester sur le territoire français. Il sera arrêté

et traduit devant le tribunal correctionnel. Il devra alors plaider que l'arrêté d'expulsion est illégal. C'est une solution qu'il vaut mieux ne pas recommander : les tribunaux judiciaires acceptent très rarement cette argumentation, et l'étranger risque six mois à trois ans d'emprisonnement. L'autre « solution » du point de vue de la législation, est de se laisser expulser et de contester devant le Conseil d'Etat, l'arrêté d'expulsion. Le Conseil d'Etat se déclarera compétent, mais il estime en général qu'il s'agit

de questions d'opportunité qui échappent à son contrôle. De toute façon, dans ces deux cas, le ministre a obtenu ce qu'il voulait : l'étranger est hors-circuit pour un bon moment. Une action judiciaire doit donc être secondaire par rapport à la lutte politique et à la mobilisation de masse pour imposer que l'expulsé reste en France.

Toutefois, si l'étranger prouve qu'il se trouve dans l'impossibilité de quitter le territoire français, en ce cas, le ministre de l'Intérieur lui assigne un lieu de résidence obligatoire où il devra se présenter régulièrement aux autorités de police ou de gendarmerie. Est considéré comme dans l'impossibilité de quitter le territoire français, celui qui ne peut se rendre ni dans son pays d'origine ni dans un autre pays. Mais nos ministres de la police ont une singulière conception de cette impossibilité : Denis Langlois cite le cas d'Angel Campillo Fernandez, qui fut livré en février 1969 à la police franquiste, qui le tortura et le fit condamner à six ans de prison. Les mêmes phénomènes se sont produits pour des militants d'origine marocaine. On peut sérieusement se poser la question de la légalité, même du point de vue de la bourgeoisie, des mesures d'assignation à résidence des anti-franquistes espagnols, notamment lors de la visite de Juan-Carlos. Comme elles ne semblent pas liées à des procédures d'expulsion, on voit mal comment elles peuvent se justifier juridiquement. A moins que ce ne soit une résurrection de l'internement administratif, qu'on croyait disparu.

Yves BEAUMONT



Programme télé

LUNDI 24 JANVIER

TF 1

19 h 00 - La lune papa
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Voyage au centre de la terre.
22 h 30 - L'évolution de l'homme : d'où venons-nous, où allons-nous ?
23 h 30 - TF 1 actualités

19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Journal de l'A 2
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Les années bonheur
22 h 50 - L'huile sur le feu
23 h 30 - Journal de l'A 2

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Etes-vous fiancée à un marin grec, ou à un pilote de ligne ?
22 h 10 - FR 3 actualités

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales

Carter président

LES DIFFICULTES DE LA SUPERPUISSANCE US

FIN

de la "detente" a l'inquietude

En octobre 1975, l'affaire Schlesinger au sein de l'administration Ford, mettait en lumière l'aiguïté des contradictions sur les problèmes d'armements. Schlesinger, alors Secrétaire d'Etat à la défense quittait avec éclat le gouvernement après avoir lancé publiquement de vives attaques contre les réductions du budget de la défense. Il déclarait : «Une telle réduction de nos forces est incompatible avec le maintien du rapport de force militaire au moment où les Soviétiques ont développé leur puissance dans tous les domaines... Notre nation s'enterre la tête dans le sable sans voir ce qui se passe. Interrogé sur le fait de savoir qui avait la supériorité militaire, il répondait que le problème ne se posait pas encore en ces termes, mais que «en ce qui concerne la volonté politique, c'est l'URSS qui a l'initiative». L'affaire Schlesinger, si elle se termine par son élimination de l'équipe dirigeante, affaiblit pourtant la position de Kissinger et des partisans de la politique

C'est la politique de «détente» dans laquelle Kissinger s'était engagée qui a été l'objet des plus vives contradictions dans le débat sur la politique extérieure de l'impérialisme américain avant et pendant la campagne électorale. Ce débat s'est porté en particulier sur le budget de la défense nationale et sur l'état des négociations SALT avec l'URSS (négociations sur la limitation des armements stratégiques).

La grande question qui demeure âprement débattue, c'est : dans la course aux arme-

ments, l'URSS recherche-t-elle l'équilibre ou la supériorité ? Ne l'aurait-elle pas d'ailleurs déjà atteinte ? Depuis l'élection de Carter, la controverse a été plus vive que jamais. Les partisans d'un renforcement de la défense et d'un abandon de la politique de «détente», y compris parmi les hommes politiques qui ne sont pas habituellement considérés comme des «faucons», ont tenu le devant de la scène. La nécessité pour Carter de reprendre très bientôt les négociations SALT rend cette question d'autant plus brûlante pour l'impérialisme US.

que Brejnev dans le cadre du capitalisme d'Etat. La politique «des canons pas de beurre», pratiquée sans vergogne par l'Union Soviétique ne paraît pas pouvoir être mise en place rapidement aux Etats-Unis.

Certains conseillers actuels de Carter, dans leur critique de Kissinger, ont préconisé d'employer comme moyen de chantage et de rétorsion et aussi pour entraver l'effort de guerre soviétique, de rompre les importants courants d'échanges économiques qui se sont créés dans le cadre de la politique de «détente» : exportations massives de denrées agricoles US et transferts de technologie US. En effet, dans les milieux dirigeants, l'idée s'est développée que ces liens économiques aidaient en définitive l'URSS à accélérer son armement beaucoup plus qu'il n'accroissent sa dépendance vis-à-vis des USA. Là aussi, il n'est pas sûr que l'impérialisme US : à la fois parce que les milieux dirigeants restent encore divisés sur les choix à faire et parce que ces choix mêmes impliquent à l'intérieur même du pays, des conséquences socio-économiques importantes.

Aussi la redéfinition de la politique d'équipement militaire se pose dans les termes difficiles pour l'impérialisme US : à la fois parce que les milieux dirigeants restent encore divisés sur les choix à faire et parce que ces choix mêmes impliquent à l'intérieur même du pays, des conséquences socio-économiques importantes.

J. P. CHAMPAGNY

de «détente». Une campagne se développe alors contre Kissinger : il est accusé d'avoir dissimulé au Conseil de Sécurité Nationale certains renseignements sur la puissance nucléaire soviétique et sur les violations par l'URSS de l'accord SALT sur les missiles anti-missiles. En même temps, les appréciations trop optimistes de la CIA concernant l'équilibre des forces sont remises en question, ce qui provoque d'importantes contradictions au sein de cet énorme appareil d'espionnage et de renseignements.

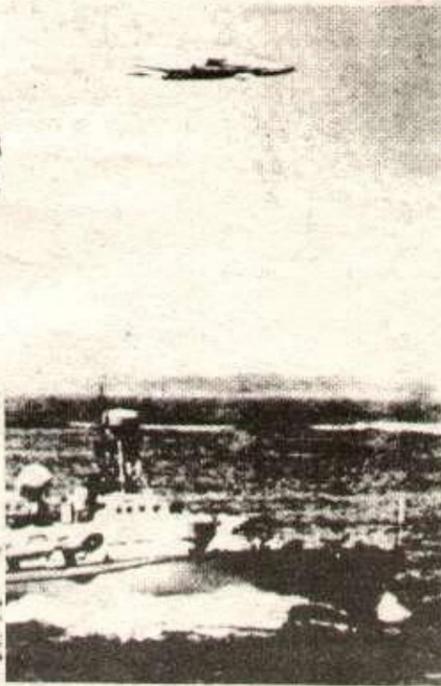
visant à équilibrer le nombre des vecteurs, leur donnerait, en fait, la supériorité du fait de leur supériorité technologique, notamment dans le domaine des MIRV (missiles à têtes multiples). En effet, à nombre de fusées égal, celui qui dispose de fusées à

tiques exigeaient que leur bombardier soit exclu des accords limitatifs mais que le missile américain y soit inclus. Les Américains proposaient d'en exclure l'un et l'autre, à condition de limiter leur rayon d'action. Les négociations sont restées

US aura du mal à rattrapper son retard relatif. En effet le gouvernement américain, dont le budget enregistre déjà un déficit record pour mobiliser son appareil de production au service de l'effort de guerre, rencontre semble-t-il plus de difficultés

1976 : Manœuvres de l'OTAN : débarquement des GI'S sur les côtes de Norvège

Manœuvres soviétiques au large des côtes de Norvège



QUEL BUDGET POUR L'ARMEMENT ?

Carter, au début de sa campagne électorale, met l'accent sur la nécessité de faire des économies dans le budget de l'Etat, en particulier dans le domaine de la défense. Mais, comme le thème du renforcement de la défense revient au cours de la campagne, Carter est contraint d'inflechir sa position. Alors qu'il avait annoncé une réduction du budget de la défense de cinq à sept milliards de dollars, il précise que cette réduction doit se faire principalement grâce à des économies sur des dépenses inutiles et ne pas remettre en cause la puissance de feu des Etats-Unis. Au cours de sa deuxième rencontre avec Ford, il affirme même sa volonté d'aboutir à une nette supériorité : «Notre pays n'est plus puissant, nous ne sommes plus respectés. Lorsque je serai président, nous serons puissants dans le domaine de la défense, une défense qui ne sera

égalée par personne».

En fait, le budget de la défense proposé par Ford après l'élection de Carter (donc soumis à son approbation) était en augmentation par rapport au précédent (104 milliards de dollars). Il comportait une réduction des dépenses de personnel mais une augmentation importante des achats d'équipement : 37 % (70 % pour l'armement naval, 54 % pour les appareils de l'armée de l'air). Toutefois, dans une déclaration du 12 janvier, le secrétaire d'Etat à la Défense de Carter, Brown, soulignait la nécessité d'une «croissance réelle», c'est-à-dire supérieure au taux de l'inflation, du budget de la défense. L'administration Ford a également été amenée à mettre en route le programme de construction du bombardier B 1 (87 millions de dollars par mois) après l'élection de Carter.

têtes nucléaires multiples les plus perfectionnées, dispose d'un avantage évident. Mais cet avantage est aujourd'hui remis en cause : l'URSS a sans cesse accéléré la modification et la modernisation de son armement, notamment en s'équipant de têtes multiples, et de systèmes de plus en plus sophistiqués. Les deux superpuissances n'ont pu ainsi s'entendre sur le statut à donner à deux nouvelles armes : le missile de croisière américain «Cruise» et le bombardier soviétique «Backfire». Les Sovi-

bloquées sur ces points en 1975 et 1976.

Brejnev et Carter se sont déclarés l'un comme l'autre prêts à débloquer les négociations.

Etant donné le climat acutiel aux Etats-Unis cela semble difficile. Si les deux superpuissances parvenaient à un accord, comme les précédents, ce ne serait qu'un prétexte pour chercher comme par le passé à transgresser par des innovations technologiques la lettre du nouvel accord.

LE BLOCAGE DE SALT 2

C'est dans ce climat d'inquiétude sur la puissance militaire soviétique et d'accélération de la course aux armements que vont s'engager cette année les négociations pour la conclusion des accords SALT. Carter a déclaré qu'il voulait

aboutir rapidement en rencontrant Brejnev dès les premiers mois de sa présidence. L'accord SALT 2, dont le principe a été défini en novembre 74 à Vladivostok, n'a pu être encore ratifié. Les Américains comptent que cet accord,

UN AVENIR INCERTAIN

De toute façon, de nouvelles limitations ne prendraient pas en compte la supériorité des forces conventionnelles de l'URSS en Europe, ni les armes nuclé-

aires tactiques basées en Europe que l'URSS et les Etats-Unis dotent de têtes multiples. Dans la course aux armements qui s'engage de plus belle, l'impérialisme

QUELQUES DONNÉES SUR LES NÉGOCIATIONS SALT 2

Ces négociations sur la limitation des armements stratégiques, c'est-à-dire les missiles intercontinentaux se déroulent à Genève depuis 1972. Les accords SALT 1 avaient porté sur une limitation des missiles anti-missile : un système de défense anti-missile augmente en effet le rapport de force en faveur d'un pays puisqu'il lui assure l'impunité en cas d'attaque. Les superpuissances s'étaient alors accordées pour les limiter car le coût de ces systèmes est extrêmement élevé.

En ce qui concerne les armements stratégiques offensifs, le chiffre de principe qui avait été fixé par Brejnev et Ford en 1974 à Vladivostok était de 2400 vecteurs, dont au plus 1320 fusées à têtes multiples. La production du bombardier soviétique Backfire (d'une portée de 9000 km) et du missile de croisière «Cruise», engin sans équipage, lancé depuis un avion ou un sous-marin, d'une portée de 2000 km, ont introduit de nouvelles données. Le bombardier B 1, dont les Etats-Unis entreprennent la construction est une réplique du Backfire soviétique.